

BOURSE

Montréal ▼	Toronto ▲	New York ▲
Montréal 2961,48 -1,20 VARIATION DU JOUR: -0,04% AN: 27,24%	Toronto 5984,93 25,57 VARIATION DU JOUR: 0,43% AN: 25,92%	New York 6703,79 78,12 VARIATION DU JOUR: 1,18% AN: 32,46%

S&P 500 759,50 4,65 VARIATION DU JOUR: 0,62%	Nasdaq 1332,01 5,72 VARIATION DU JOUR: 0,43%
Dollar CAN 74,15 cents US 0,16 VARIATION DU JOUR: 0,22% AN: 1,06%	Dollar US 1,349 \$CAN -0,003 VARIATION DU JOUR: -0,22% AN: -1,05%
Or 359,20 \$US 1,40 VARIATION DU JOUR: 0,39% AN: -9,34%	Pétrole 24,43 \$US -0,42 VARIATION DU JOUR: -1,69% AN: 33,64%

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Hausse des taux hypothécaires	5,20 % ↑	5,95 % ↑	6,50 % ↑	6,95 % ↑	7,25 % ↑

Marchés
Hausse des
taux hypothécaires
page F 3

Emploi : un pas en avant

JACQUES BENOÎT

L'économie canadienne a créé 34 000 emplois en décembre, dont 14 000 au Québec, cependant que le taux de chômage, en baisse de 0,3 %, a glissé à 9,7 %, a fait savoir hier Statistique Canada dans sa plus récente enquête sur la population active.

Dans le cas du Québec, la diminution du pourcentage de demandeurs d'emploi a atteint 0,5 %, ce qui a ramené le taux de chômage à 12,1 %, alors que l'Ontario, tout en ayant perdu 12 000 emplois, a vu son taux de chômage reculer néanmoins de 0,2 % à 9,1 %.

Quoiqu'ils n'aient rien de faramineux, ces résultats ont été accueillis avec satisfaction par les milieux économiques.

« C'est quand même positif et légèrement supérieur aux attentes des marchés qui s'attendaient à un taux de chômage d'environ 9,8 % et à 20 000 créations d'emplois. Le discours qu'il faudrait tenir, c'est qu'on voit les premiers effets de la politique monétaire qui a été très accommodante depuis un an et demi. Mais il faut rester conservateur, on a encore beaucoup de problèmes à régler », a ainsi déclaré M. François Dupuis, économiste principal et stratège au Mouvement Desjardins.

Chose dont se réjouit M. Denis Boudreau, économiste, de Statistique Canada : la baisse du taux de chômage est attribuable, pour la moitié, « à la création d'emplois, plutôt qu'à des gens qui sortent de la population active », c'est-à-dire qui, par découragement, mettent fin à leur recherche de travail.

Des 34 000 nouveaux emplois apparus en décembre, 26 000 sont à plein temps et les 8000 restants à temps partiel.

Les fluctuations les plus marquées ont été enregistrées dans les administrations publiques (ministères et administrations municipales), avec 12 000 emplois de supprimés, cependant que le secteur des services socioculturels, commerciaux et personnels en a créé 27 000.

Le nombre d'emplois a également augmenté aux États-Unis, soit de 262 000, avec un taux de chômage demeuré inchangé à 5,3 %.

Les taux d'intérêt restant très bas et l'économie américaine, dont celle du Canada est largement tributaire, tournant correctement, les résultats de janvier devraient être eux aussi positifs, estime M. Dupuis.

L'ensemble de 1996

Sur l'ensemble de l'année, l'économie canadienne se trouve à avoir créé 189 000 emplois, en hausse de 1,4 %, en comparant la situation de décembre à celle de décembre 95, soit un rythme deux fois plus prononcé qu'en 1995, mais moindre qu'en 1994 pour laquelle les créations d'emplois avaient augmenté de 2,9 % pour s'élever à 381 000.

C'est là une façon de mesurer, mais il y en a une autre, plus juste, qui consiste à comparer l'emploi moyen de toute une année avec la même donnée pour l'année précédente, explique en substance M. Boudreau.

Selon cette méthode, le Canada dans son ensemble s'est enrichi en 1996 de 170 000 emplois, soit une augmentation de 1,3 %.

Pour le Québec, la mesure la plus courante, c'est-à-dire la comparaison de décembre 96 avec décembre 95, montre une perte de 18 000 emplois, une baisse de 0,6 %. Tout au contraire, les niveaux moyens de l'emploi des deux années font voir qu'il y a eu un gain de 9000 emplois cette année, une augmentation de 0,3 %.

« Je préfère la donnée moyenne annuelle parce qu'elle rend mieux compte de l'ensemble de l'année, explique l'économiste. Mais il reste qu'une baisse de 18 000 emplois ou une hausse de 9000 pour le Québec, ce n'est pas faramineux comme situation. C'est un marché du travail qui n'a pas été du tout performant en 1996. »

C'est uniquement le secteur privé qui a créé des emplois en 1996, à savoir 223 000, contre 33 000 suppressions d'emplois pour le secteur public.

Phénomène jugé très significatif : des 223 000 créations d'emplois par le privé, 125 000, soit 56 %, sont des emplois de travailleurs autonomes.

Ottawa accorde un prêt de 147 millions à Pratt & Whitney

MARIE-CLAUDE LORTIE

Tout comme il l'a déjà fait pour Canadair et De Havilland, le gouvernement fédéral accorde un prêt-investissement remboursable, de 147 millions au fabricant de moteurs d'avion Pratt & Whitney Canada. L'argent permettra de créer et de maintenir quelque 1000 emplois dans la région de Montréal et 200 dans celle de Halifax.

De cette somme, 100 millions seront utilisés pour achever les travaux sur le turbopropulseur PW150 de Pratt & Whitney, un nouveau moteur deux fois plus puissant que celui de la génération précédente. Ces moteurs sont destinés à des avions de 50 à 80 places faisant du transport régional, comme le Dash 8400 de la société ontarienne De Havilland qui a déjà passé sa commande.

L'argent permettra de créer 260 emplois en recherche et développement (R&D) dans la région métropolitaine montréalaise, durant les quatre prochaines années. L'entrée en production du moteur, qui est prévue dans la seconde moitié de 1998, permettra en outre à 950 personnes de travailler durant les 15 prochaines années : 490 à Montréal et 200 à Halifax, chez Pratt & Whitney et 260 autres, chez les fournisseurs de l'entreprise de Longueuil.

Le reste du montant, soit 47 millions, sera investi directement en R&D, afin de « soutenir » 135 emplois au cours des trois prochaines années, dont plusieurs destinés à des finissants universitaires.

Une partie de la somme permettra aussi d'accomplir « un peu » de R&D en Ontario, a précisé le président du conseil et chef de la direction de Pratt & Whitney Canada, Dave Caplan.

Le ministre de l'Industrie, John

Manley, qui a donné une conférence de presse hier matin dans les ateliers de l'entreprise, s'est défendu de faire une annonce électorale et a expliqué que cet investissement visait essentiellement à permettre à Pratt & Whitney de maintenir sa compétitivité sur le plan mondial. « C'est sûr que j'espère que tout le monde ici va voter pour nous mais ce n'est certainement pas le but de cet investissement », a-t-il dit. « Ce n'est pas parce qu'il va y avoir des élections qu'on doit arrêter d'agir », a ajouté Marcel Massé, président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, présent lui aussi.

L'objectif, a expliqué M. Manley, est d'améliorer la place du Canada sur le marché mondial. Actuellement, l'industrie canadienne de l'aérospatiale est sixième au chapitre des ventes. « Les investissements comme ceux que nous annonçons aujourd'hui doivent l'aider à dépasser le Japon et l'Allemagne pour se classer au quatrième rang mondial », a-t-il lancé, déclenchant du même coup de vigoureux applaudissements chez la centaine de travailleurs venus entendre son discours.

Selon le ministre, les gouvernements des pays où sont situés les leaders de l'industrie accordent des subventions à leurs entreprises. C'est pour cette raison, a-t-il



PHOTO CANADA NEWS WIRE

John Manley, ministre de l'Industrie (à gauche), Marcel Massé, président du Conseil du Trésor et Dave Caplan, président de Pratt & Whitney ont jeté un coup d'oeil au moteur PW150 mis au point à Longueuil.

dit, qu'Ottawa doit intervenir aussi.

L'argent ainsi octroyé à Pratt & Whitney est appelé « investissement remboursable » par le gouvernement et est dépensé dans le cadre du programme Partenariat Technologique Canada qui gère un fond de 250 millions. Bombardier a déjà reçu 87 millions, de la même façon pour développer les nouveaux Regional Jet de Canadair et 57 millions pour les nouveaux Dash du fabricant d'avion ontarien De Havilland, dont l'entreprise de Valcourt est propriétaire.

Pour obtenir ce type de financement, a expliqué le ministre, les sociétés doivent démontrer que la R&D a bel et bien été faite au Ca-

nada. Ensuite, le fabricant doit la somme à Ottawa, en proportion des ventes du nouveau produit ainsi développé.

M. Caplan prévoit que le nouveau moteur pourra être sur le marché entre 15 et 25 ans, ce qui fait dire au ministre Manley que le gouvernement récupérera probablement plus que son investissement de base. En fait, a-t-il expliqué, si le gouvernement partage le risque, il entend aussi avoir sa part de profits et tant qu'un moteur PW150 sera vendu, il percevra des royalties.

Selon M. Caplan, il aurait été impossible pour l'entreprise de Longueuil de maintenir son niveau de R&D sans cet argent gouvernemental.

DOSSIER

Les nouvelles règles de l'assurance-emploi



Miville Tremblay

Les nouvelles règles de l'assurance-emploi favorisent les travailleurs à temps partiel et les familles pauvres, mais pénalisent les habitués du régime, les fraudeurs et les gens qui d'ordinaire ont un salaire élevé.

La loi qui a rebaptisé et transformé le régime d'assurance-chômage a été adoptée en juin 1996, mais les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur en deux étapes : le premier juillet 1996 et plus récemment, le 5 janvier 1997.

Dorénavant, toutes les heures travaillées permettront de se qualifier, que la personne travaille à temps partiel, de manière saisonnière ou qu'elle cumule plusieurs petits boulots.

Les parents à faible revenu auront droit à un supplément qui peut relever leur prestation jusqu'au maximum de 413 \$ par semaine, que touchent les chômeurs qui avaient un salaire élevé.

En revanche, les habitués du régime recevront moins d'argent et les fraudeurs seront sévèrement punis.

Les personnes qui avaient un revenu élevé obtiendront un plus petit che-
que qu'avant lorsqu'elles



Toucher des prestations d'assurance-emploi comporte de plus en plus d'obligations.

seront en chômage et devront en rembourser une plus grande partie lorsqu'elles retrouveront un job bien payé.

Le gouvernement du Canada évalue qu'en 2001-2002, les coûts du régime auront été réduits d'environ 2 milliards \$ par année. Mais de la somme économisée, 800 millions auront été réinvestis dans des mesures de réinsertion des chômeurs sur le marché du tra-

vail. Voici un survol des règles en vigueur, anciennes et nouvelles.

L'ADMISSIBILITÉ

Toutes les heures travaillées sont comptées et le total est transformé en équivalent de semaines de travail de 35 heures. Le nombre de semaines de 35 heures pour être admissible aux prestations varie entre 12 et 20, selon le taux de

chômage de la région, soit de 420 à 700 heures.

On exige 12 semaines lorsque le taux de chômage est supérieur à 13 % et 20 lorsque le chômage est de 6 % ou moins. Dans la grande région de Montréal, où le taux de chômage affiche 12,7 %, il faut donc 13 semaines pour se qualifier.

Voir LES NOUVELLES en F 2

Hydro/Gaz Métro: Bouchard approuve

VALÉRIE BEAUREGARD
Séoul

« La convergence du gaz et de l'électricité est presque devenue un impératif, non pas seulement chez nous mais ailleurs. »

C'est dans ces termes que s'est exprimé le premier ministre Lucien Bouchard lorsqu'on lui a demandé de commenter les intentions d'Hydro-Québec de prendre le contrôle effectif de Noverco, le holding de Gaz Métropolitain, au cours d'un point de presse vendredi après-midi à Séoul.

« Ce n'est pas fait encore, a-t-il toutefois tout de go précisé. » Le tout devrait prendre forme au cours des prochains jours, a-t-on appris.

« La direction empruntée par Hydro est vue favorablement par le gouvernement. Il s'agit de mettre au point au Québec un instrument de pénétration des marchés en Amérique du Nord et en Amérique latine. » C'est une façon d'assurer la formation de grands joueurs dans le domaine de l'énergie, a-t-il dit.

Les projets de convergence abondent à travers le monde, a soutenu le premier ministre québécois; ils seraient de mise même en Corée.

M. Bouchard a également indiqué que la nouvelle Régie de l'énergie faciliterait la réalisation de cette transaction puisque celle-ci assure une protection au consommateur. C'est la Régie qui établira dorénavant la tarification du transport et de distribution du gaz et de l'électricité.

Le président d'Hydro-Québec, André Caillé, a expliqué en marge de la conférence que la tendance

mondiale nous propulsait vers un marché qui ne fonctionnera plus par franchise (distribution restreinte d'un produit) mais qui passera par l'exploitation d'une marque de commerce. Energy One aux États-Unis est un exemple de ces nouvelles ombrelles dans le monde de l'énergie. « Le client vient voir le fournisseur en lui disant: voici mes besoins dans chaque type d'énergie (charbon, gaz, électricité) et lui demande: Combien m'offres-tu? » C'est le principe du « que le meilleur gagne ».

Mme Sophie Brochu, vice-présidente au développement de la SOQUIP (Société québécoise d'initiatives pétrolières, l'actionnaire principal de Noverco), a pour sa part confirmé à Québec qu'ils y a des discussions en cours et cela depuis quelque temps déjà. « Plusieurs options sont étudiées, a-t-elle dit, mais aucun scénario n'a été complété au moment où l'on se parle. » Depuis un certain temps déjà, SOQUIP regarde comment valoriser son placement dans Noverco. La direction de la société a tenu hier une réunion de son conseil et a fait le point sur ce dossier, entre autres.

SOQUIP détient 38 % de Noverco. Les autres actionnaires sont la Caisse de dépôt et placement du Québec, Lévesque Beaubien Geoffrion (38 %) et Gaz de France (24 %).

Beau fixe

Devant les journalistes, M. Bouchard s'est dit très satisfait du déroulement de la mission jusqu'ici, tant en ce qui a trait aux discussions d'affaires qu'à ses relations avec les autres premiers ministres,



Lucien Bouchard se dit enchanté de son séjour en Corée.

qu'il dit « correctes parfois même conviviales ». « Le climat est au beau fixe, l'ambiance est bonne », a-t-il constaté.

Le premier ministre goûte aux avantages d'une mission commerciale d'une telle ampleur. « En bout de compte, il est impossible pour quiconque de ne pas avoir de partenariat avec ses voisins, au sein ou non d'une structure fédéraliste. Le Québec sera toujours le partenaire de pays intéressés à faire des affaires et bien sûr sera un partenaire du reste du Canada. »

Au cours de la mission, M. Bouchard accompagne de nombreuses entreprises auprès d'entrepreneurs coréens. En compagnie d'André Caillé, il rencontrera ce week-end le président de Kepco, la grande société d'électricité coréenne à qui Hydro aimerait notamment vendre le simulateur de lignes de transmission de sa filiale Teqsim.

« Dans le contexte qui prévaut,

je suis convaincu que je dois être ici. Je ne pense pas que ça provoque des miracles... Il m'apparaît que si ce n'était pas essentiel, c'était certainement indiqué. »

M. Bouchard a indiqué qu'en termes quantitatifs, la Thaïlande et les Philippines, les prochaines étapes, représentent un plus grand potentiel de contrats pour le Québec que la Corée. Des contrats et des ententes de l'ordre de 6,4 millions ont été annoncés vendredi.

Enfin, le Québec est en principe favorable à la proposition du gouvernement fédéral de reconduire le programme d'infrastructures même si M. Bouchard trouve la lettre « un peu courte » par rapport aux demandes des provinces. Celles-ci demandent, entre autres, que des investissements d'ordre technologique soient admissibles au programme et que l'équilibre financier des provinces ne soit pas affecté.

Carnet de voyage

VALÉRIE BEAUREGARD

— The Korea Times titrait dans son numéro du 10 janvier que « Team Canada » s'apprêtait à conclure des ententes de l'ordre d'un milliard avec des entreprises coréennes. L'inflation qui atteint 4,6 p. cent (1995) en Corée semble avoir gagné les salles de presse.

— Les participants à la mission commerciale, confinés essentiellement dans deux hôtels, ne sont pas du tout exposés aux affrontements entre manifestants ouvriers et étudiants et les forces de l'ordre.

— L'impact de la grève ne se fait pas sentir dans les rues de Séoul. Elle serait toutefois plus visible dans les villes industrielles, les fabricants d'automobiles et les chantiers maritimes étant particulièrement affectés.

— Le président Kim Young-sam a félicité Jean Chrétien pour sa contribution à l'unité canadienne, lors d'un dîner officiel vendredi soir. Cette partie a toutefois été retirée des notes officielles fournies par l'Ambassade du Canada qui ne faisaient allusion qu'à son « rôle de premier plan dans le développement économique du Canada ».

— Vendredi matin, le premier ministre Chrétien et les premiers ministres provinciaux se sont recueillis sur la tombe du Dr Frank Schofield, un vétérinaire qui a vécu en Corée au tournant du siècle et qui a accompagné les Coréens dans leurs démarches vers leur déclaration d'indépendance.

— Le luxueux The Shilla (du nom de la dynastie coréenne) où logent M. Chrétien, les premiers ministres et leur entourage ainsi que les représentants des médias demande 310 \$US la nuit pour une chambre de catégorie standard. Un standard qui inclut une salle de bains de marbre et un lit couvert d'une couette moelleuse.

Les nouvelles règles de l'assurance-emploi

LES NOUVELLES / Suite de la page F 1

Les exigences d'admissibilité sont plus sévères pour ceux qui font une demande après la perte d'un premier emploi ou qui reviennent sur le marché du travail après une absence de deux ans ou plus. Ces personnes devront avoir accumulé 910 heures de travail, soit l'équivalent de 26 semaines de 35 heures.

Pour avoir droit aux prestations de maladie ou de maternité, ou encore à des prestations parentales, le nombre d'heures minimal sera de 700, soit l'équivalent de 20 semaines.

Les personnes qui quittent volontairement leur emploi n'ont pas droit à l'assurance, sauf si leur départ est motivé par des raisons graves comme le harcèlement sexuel.

LES PRESTATIONS

Le montant de la prestation versée au chômeur est de 55 % du salaire assuré pour la plupart des personnes. La rémunération assurée maximale est de 39 000 \$ par année et sera bloquée à ce niveau jusqu'en 2000. L'indemnité hebdomadaire maximale est donc de 413 \$. En 1995, le revenu assurable maximal était plus élevé à 42 380 \$ et l'indemnité maximale, de 448 \$.

Toutefois, les personnes qui ont touché des prestations pendant plus de 20 semaines au cours des cinq dernières années verront le taux de prestation applicable à leur nouvelle demande diminuer d'un point de pourcentage pour chaque tranche de 20 semaines où elles auront touché des prestations par le passé. La réduction maximale est de 5 %; le montant de la prestation ne peut descendre sous les 50 % du salaire assuré.

Les périodes de prestation survenues avant juillet 1996 n'entrent pas dans ce calcul d'intensité. Tous débutent avec un dossier vierge. De même, les personnes qui touchent le supplément familial ou des prestations parentales ne sont pas soumises à cette règle d'intensité.

LE CALCUL DES PRESTATIONS

La personne qui satisfait tout juste la norme d'admissibilité recevra une prestation qui est inférieure à 55 % de son revenu hebdomadaire assuré. Pour obtenir le maximum de 55 %, il faut avoir travaillé deux semaines de plus que la norme minimale.

Le montant de la prestation d'une personne est calculé en divisant sa rémunération totale au cours de la période de 26 semaines qui précède la perte de son emploi par le plus élevé des deux chiffres suivants: le nombre de semaines où cette personne a travaillé ou le dénominateur minimal. Le résultat de cette opération donne le montant de la rémunération assurable moyenne et le chômeur reçoit une prestation égale à 55 % de cette rémunération assurable moyenne.

Ce dénominateur minimal est exprimé en semaines de 35 heures. Il varie de 14 à 22 selon le taux de chômage régional: à un taux de chômage de 6 % ou moins correspond un dénominateur de 22 et à un taux de chômage de 13 % et plus, un dénominateur de 14. À Montréal, le taux de chômage actuel appelle un dénominateur de 15.

Prenez le cas limite d'un Montréalais sans enfants qui gagne 234,50 \$ par semaine (le salaire minimum de 6,70 \$ X 35 heures) et qui travaille 13 semaines, la durée minimale pour se qualifier à l'assurance-emploi. Sa prestation hebdomadaire se calcule ainsi: 234,50 \$ X 13 = 3048,50 \$ / 15 = 203,23 \$ X 55 / 100 = 111,78 \$, soit 46 % de son ancien salaire hebdomadaire.

Notons que dans le calcul des revenus réalisés au cours de la période de référence de 26 semaines, la personne n'est pas pénalisée pour les interruptions de travail. Tous les revenus gagnés durant les 26 semaines comptent, jusqu'à concurrence du maximum assurable.

LA DURÉE DES PRESTATIONS

Le nombre de semaines pour lesquelles un chômeur peut recevoir des prestations varie entre 14 et 45 selon la durée de sa période de travail et le taux de chômage

de sa région. Aucune prestation n'est versée pendant les deux premières semaines de chômage.

LE SUPPLÉMENT DE REVENU FAMILIAL

On verse un supplément de revenu familial aux chômeurs qui reçoivent la prestation fiscale pour enfants et dont le revenu familial est inférieur à 25 921 \$. Ces personnes recevront jusqu'à 65 % de leur rémunération assurable. Elles ne pourront cependant dépasser le plafond de 413 \$ par semaine.

LE REMBOURSEMENT DES PRESTATIONS

Les personnes qui ont des revenus élevés devront rembourser une plus grande partie des prestations qu'elles ont reçues dans une année.

Dans le cas des personnes qui ont reçu 21 semaines ou moins de prestations au cours des cinq dernières années, la récupération interviendra pour les revenus supérieurs à 48 750 \$. Jusqu'à 30 % des prestations seront remboursées.

Toutefois, celles qui ont reçu plus de 21 semaines de prestations pendant cinq ans devront rembourser des prestations dépassant 39 000 \$, jusqu'à concurrence de 50 % des prestations reçues dans l'année.

La récupération se fera lors de la déclaration d'impôt et équivaut à un taux d'imposition de 30 % sur les revenus dépassant les seuils de (39 000 ou 48 750 \$).

Les personnes qui ont des revenus très élevés et qui ont reçu des prestations pendant plus de 120 semaines en cinq ans peuvent être tenues de rembourser la totalité des prestations.

Comme pour la règle touchant les personnes qui sont souvent au chômage, on a commencé à comptabiliser la fréquence en juillet dernier.

LES COTISATIONS

Le total de la cotisation annuelle baisse légèrement en 1997. Pour les hauts salariés, la retenue hebdomadaire est cependant plus élevée en début d'année, mais disparaîtra plus rapidement lorsque le maximum annuel aura été atteint.

La cotisation payée par l'employé est de 2,90 % du salaire assurable. Le paiement débute en janvier de chaque année par une cotisation égale à 2,90 % de tout le salaire hebdomadaire, et se poursuit durant l'année jusqu'à ce que l'employé cumule, éventuellement, une cotisation maximale 1131 \$. Ce montant représente 2,90 % de la rémunération assurable maximale de 39 000 \$ par année.

La cotisation de l'employeur est de 1,4 fois la cotisation du salarié, soit un maximum annuel de 1583,40 \$.

Les personnes, comme les étudiants, qui gagnent 2000 \$ ou moins par année se feront rembourser leurs cotisations au moment de leur déclaration sur le revenu. Les entreprises de moins de 25 employés, qui créent des emplois, peuvent obtenir un allègement des cotisations additionnelles.

LES PETITS BOULOTS

Tous les prestataires peuvent gagner jusqu'à 50 \$ par semaine, ou 25 % de leur prestation (le plus élevé des deux montant s'appliquant) sans voir leur chèque réduit. Les personnes qui gagnent suffisamment d'argent pour faire diminuer leur prestation obtiennent un crédit de travail qui servira à alléger la fréquence d'utilisation de l'assurance-emploi inscrite à leur dossier.

LES FRAUDES

Rappelons que les prestataires doivent être disposés et aptes au travail, chercher du travail, faire rapport de tous les gains obtenus durant la période de prestation, signaler toute absence du pays et suivre les instructions de l'agent du Centre des ressources humaines du Canada.

En cas de fraude, la pénalité peut atteindre trois fois le montant obtenu en trop. La prochaine fois qu'ils perdront leur emploi, les conditions d'admissibilité seront aussi nettement plus exigeantes, le nombre requis d'heures travaillées pouvant même doubler en cas de récidive. Les employeurs qui participent à une fraude peuvent se faire imposer une pénalité de 12 000 \$ par infraction.

Aidez-nous à
prouver
que la plume
peut triompher
du scalpel.

LA
SOCIÉTÉ
D'ARTHRITE

DONNEZ... une lueur d'ESPOIR

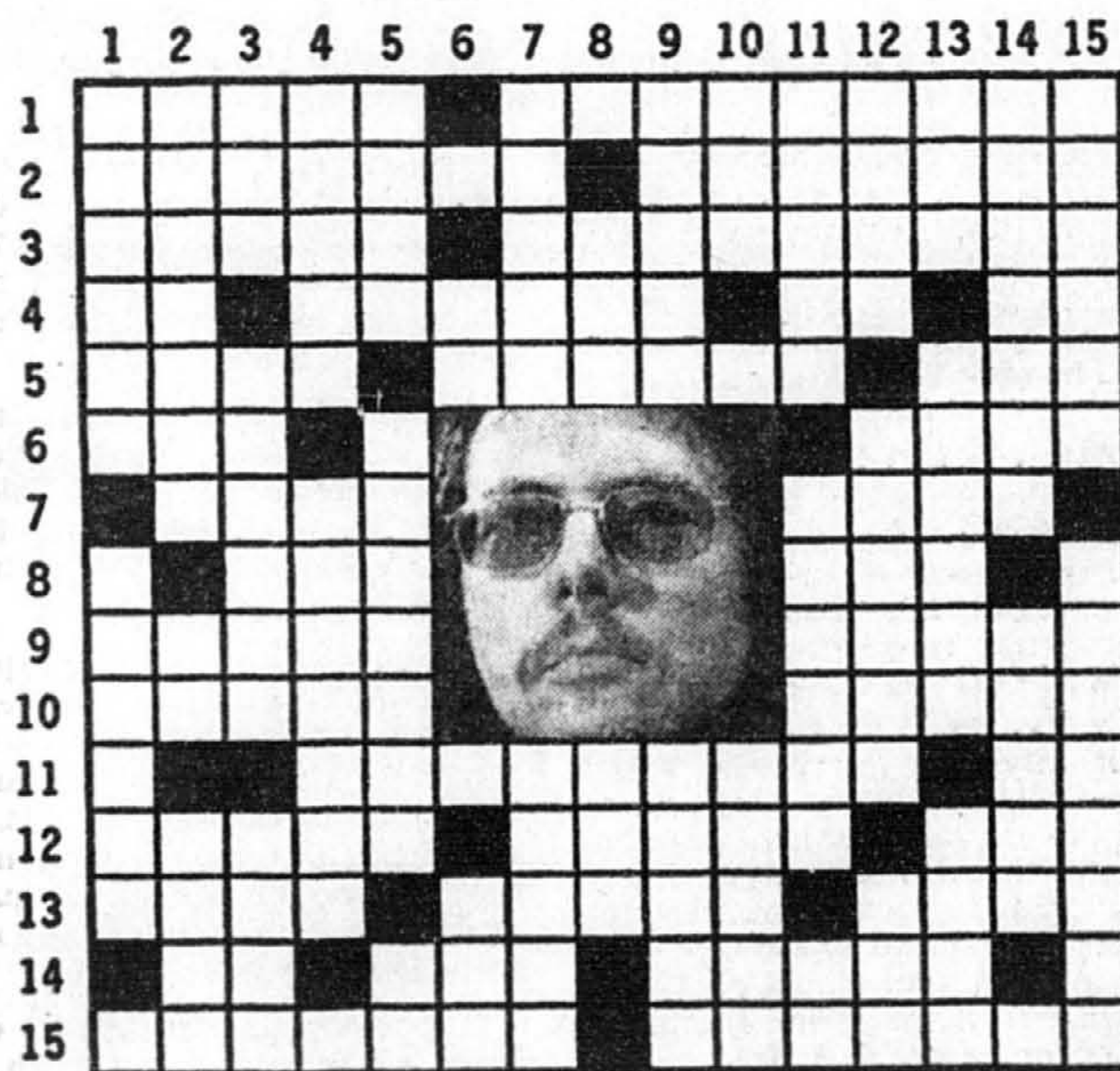
Ils sont près d'un million de Québécois et de Québécoises à compter sur votre geste.

Composez le 1 800 335-6175 dès aujourd'hui.

La Société d'Arthrite, 2155, rue Guy, bureau 1120, Montréal (Québec) H3H 2R9

LA GRILLE DES MORDUS

de Michel Hannequart



817

N.B. Les définitions en italique se rapportent à la personnalité que vous reconnaîtrez dans la grille.

HORIZONTALEMENT

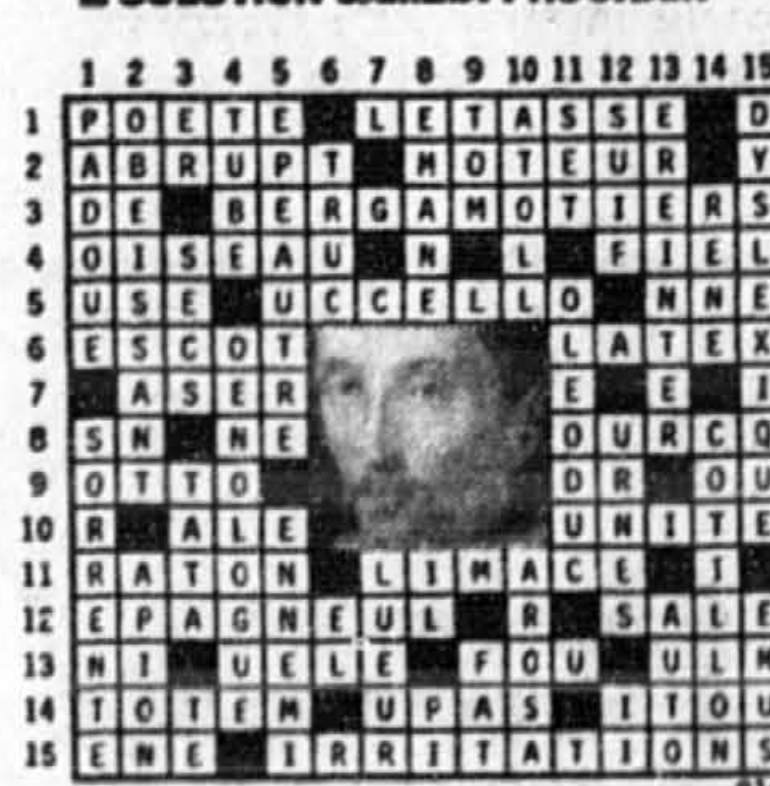
- 1 Son prénom — Dans le titre d'une de ses œuvres.
- 2 Qui n'était pas prévu — Manque de force.
- 3 On y boit sec — Étaient naturellement mal chaussés.
- 4 Démonstratif — Reptile à déguiser — Côtes — Romains.
- 5 Divinité — Un homme barbu avec une queue de poisson — Poisson.
- 6 Circule en Amérique du Sud — Enveloppe.
- 7 Nymphes des eaux — Boeuf.
- 8 Véhicule — On le prend en sortant.
- 9 Poulet — Ils sont tous bien ronds.
- 10 Claire — Difficile à garder.
- 11 Avec un peu d'eau — Grecque retournée.
- 12 Boisson — Il n'arrête pas de bouger, heureusement! — Rivière de Roumanie.
- 13 Grand canal — Créateur de bandes dessinées américain — Homme politique chilien.
- 14 Locution conjonctive raccourcie — Le moi de chacun — Fourrure.
- 15 On y donne son avis — Renfermée.

VERTICALEMENT

- 1 Il en a écrit plusieurs — Son nom.
- 2 Rien de précis — Mère des Titans — Prénom.
- 3 Pronom personnel — Fromage — Satisfait.
- 4 Pas fin — Papillon.
- 5 On y frappe et on risque de se faire ouvrir — Passe sa vie à déformer les choses — Stokes.

- 6 Dans la gamme — Pantois.
- 7 Dictateur — Le lit d'une rivière.
- 8 Ville de Turquie — Ne doit pas être trop serré.
- 9 Mauvais tableau — Quand il est mort, il ne se passe plus rien.
- 10 Abréviation — Près d'Athènes.
- 11 On le fait tourner — Se servir de son pouce pour voir du paysage et d'autres choses — Brisé...
- 12 Il y en a un qui est étoilé — On les purge — Spécialité bretonne.
- 13 Ne maintient pas — Ils ne sont pas unis — Arbre.
- 14 Il se trouve dans une boîte qu'on n'ouvre que très rarement — Qui peut servir.
- 15 Entre deux choses qui tournent — Impersonnel.

■ SOLUTION SAMEDI PROCHAIN



■ SOLUTION DE SAMEDI DERNIER

Le cyberespace en quelques chiffres

Au moment où la planète vit au rythme de changements technologiques qui se bousculent à une vitesse folle, il serait peut-être utile de voir comment se situent les Québécois et les Canadiens face au cyberspace.

Deux chercheurs, un de Statistique Canada et l'autre de l'Université McGill, se sont intéressés au sujet. Ils ont chiffré à quel point le développement de l'autoroute de l'information tient du prodige depuis dix ans, dressé le profil des utilisateurs types, établi des comparaisons interprovinciales et internationales. Leurs travaux portent uniquement sur les ordinateurs installés dans les maisons. Très rares sont les entreprises, aujourd'hui, qui ne sont pas équipées d'ordinateurs et branchées sur Internet, et des chiffres sur ce sujet ne nous apprendraient pas grand-chose. En revanche, en examinant le taux de pénétration des ordinateurs dans les ménages, on obtient un bien meilleur portrait de l'intérêt des gens pour l'autoroute de l'information.

Les résultats de cette recherche viennent d'être publiés par Statistique Canada. Cela vaut la peine d'y jeter un coup d'oeil.

■■■

D'abord, un rappel sur la croissance phénoménale du nombre de ménages équipés d'ordinateurs. En 1986, 10,3 % des ménages canadiens avaient un ordinateur à la maison; en 1996, cette proportion était passée à 31,6 %. Trois fois plus en dix ans! La moitié de ces ordinateurs sont équipés d'un modem permettant à l'utilisateur de communiquer avec l'extérieur, et le quart ont accès à Internet.

En principe, tout porterait à croire que le phénomène ne peut que s'accélérer. Si l'ex-

pansion se poursuit à un tel rythme, c'est presque la totalité de la population canadienne qui, dans dix ans, fera ses achats, réalisera ses transactions, négociera ses hypothèques ou réservera ses billets d'avion via l'ordinateur. Cette tendance semble d'autant plus vraisemblable que les prix des ordinateurs sont de plus en plus abordables.

Les auteurs émettent cependant une importante mise en garde. Compte tenu de la vitesse, de l'ampleur et de la complexité des bouleversements technologiques, il serait hautement imprudent, rappellent-ils, de faire des prévisions. On ne sait simplement pas ce qui va se passer.

Dans ce contexte volatil, les sociétés qui tireront le mieux leur épingle du jeu seront celles qui auront le moins de difficultés à s'adapter aux changements. Sur ce plan, constatent les auteurs, le Canada, avec l'envergure actuelle de ses réseaux, est dans une position idéale pour « se rapprocher de l'universalité ».

■■■

Parmi les grands pays industrialisés, c'est le Canada qui compte le plus de ménages avec un ordinateur au foyer. Selon les chiffres de 1995, cette proportion est de 28,8 %. Nous battons même les États-Unis, qui arrivent au deuxième rang avec 25,5 %, suivis du Japon, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne.

Mais ne nous réjouissons pas trop vite. Des chiffres plus récents, ceux de 1996, indi-



**Claude
PICHER**

quent que le Québec a un retard important à combler par rapport au reste du Canada.

Comme on l'a vu plus haut, 31,6 % des ménages canadiens sont équipés d'un ordinateur. Mais au Québec, cette proportion n'est que de 24 %. Ce chiffre, comme de raison, fait baisser la moyenne canadienne. Dans les neuf autres provinces, donc, 34,3 % des ménages possèdent leur ordinateur. Le retard du Québec apparaît ainsi dans toute son ampleur.

L'Alberta et la Colombie-Britannique, avec un taux de pénétration de 38 %, arrivent en tête du peloton, suivies de près par l'Ontario avec 36 %. Pour ce qui est des ordinateurs équipés d'un modem, le Québec arrive au dernier rang, derrière le Nouveau-Brunswick, derrière Terre-Neuve. Par ailleurs, 4 % des Québécois sont branchés sur Internet, contre 9 % des Ontariens et 10 % des Britannico-Colombiens.

Les chercheurs ne fournissent aucune explication sur le retard du Québec. Peut-être la barrière linguistique y est-elle pour quelque chose. Une explication plus solide pourrait facilement résider dans le niveau des revenus des Québécois, moins riches que les autres Canadiens. D'ailleurs, dans ce dossier, les Maritimes ne font pas mieux que nous.

Comme il fallait s'y attendre, en effet, le document montre clairement le lien entre la possession d'un ordinateur et le niveau de revenus et d'instruction. Seulement 12 % des ménages ayant un revenu inférieur à 21 400 \$ ont un ordinateur à la maison, mais cette proportion grimpe à 50 % dans les

foyers où les revenus dépassent 63 000 \$. De la même façon, seulement 9 % des foyers où le chef du ménage n'a pas terminé son primaire sont équipés d'un ordinateur, contre 56 % chez les diplômés universitaires.

Une petite surprise: on aurait pu croire que les travailleurs autonomes sont plus nombreux que les employés à posséder un ordinateur, mais la proportion est la même dans les deux cas: 38 %. Notons enfin que c'est la génération des 45-54 ans qui sont les plus amateurs d'ordinateurs avec 40 %, contre 11 % chez les 65 ans et plus.

Louis Berlinguet

Peut-être avez-vous remarqué, dans *La Presse* de jeudi, l'entrevue que Louis Berlinguet a accordée à ma collègue Marie-Claude Lortie. M. Berlinguet, après une longue carrière consacrée au développement de la recherche et de l'éducation scientifique au Québec, a décidé de tirer sa révérence. Ces dernières années, à titre de président du Conseil des sciences et de la technologie, il a signé un certain nombre de documents tout à fait remarquables sur la faiblesse de la culture scientifique des Québécois et sur les lacunes du réseau de l'éducation.

M. Berlinguet n'a pas craint de brasser la cage, même s'il a fallu pour cela ébranler les tabous de la CEQ. Il a clairement averti tout le monde: un peuple qui n'a pas de culture scientifique et qui mise sur le nivellement par le bas est un peuple condamné sur le plan économique. On ne pourra pas dire qu'on n'avait pas été prévenus...

J'ai appris, en lisant l'entrevue, que M. Berlinguet, à 70 ans, compte demeurer actif même s'il quitte le Conseil des sciences. Tant mieux! Le Québec a grand besoin de personnalités de cette envergure.

TRANSACTIONS DES INITIÉS

Un cadre de la CIBC empoche

RICHARD DUPAUL

M. Peter Nigel Kendrick, un membre de la haute direction de la banque CIBC, a exercé le 9 décembre dernier son option d'acquies 3000 actions ordinaires au prix de 31,25 \$ chacune. Le même jour, le cadre de la CIBC liquidait sur le marché boursier 4600 actions à un prix unitaire variant de 56,15 à 56,90 \$. Le responsable, qui détient toujours 704 actions, a réalisé ce jour-là un gain substantiel.

Banque Toronto-Dominion: le président de la banque, M. Charles Alexander Baillie, a acquis le 10 décembre 2000 actions ordinaires à un prix variant de 32,85 à 33,95 \$. L'action de la TD s'échangeait cette semaine aux alentours de 34,90 \$. M. Baillie détient toujours 47 081 actions ordinaires.

Cominco: un membre de la direction, M. Thomas Stuart Mathieson, a exercé le 12 mars son option d'acquies 16 000 actions ordinaires de la compagnie à un prix non dévoilé. Le jour même, il vendait sur le marché boursier ces mêmes actions à un prix oscillant entre 35 et 35,25 \$.

Domtar: Le fabricant de papier a racheté entre le 3 et le 5 décembre un total de 165 300 de ses propres actions ordinaires sur le marché boursier à un prix variant de 11,85 à 11,95 \$ l'unité. Notons que le titre de Domtar a continué de s'apprécier depuis et s'échangeait cette semaine pour environ 12,50 \$.

Industries C-Mac: cette compagnie a également procédé au rachat d'une partie de ses actions ordinaires entre le 26 septembre et le 11 octobre. Au total, 19 500 actions ont disparu de la circulation. Prix de rachat: entre 7,15 et 7,75 \$.

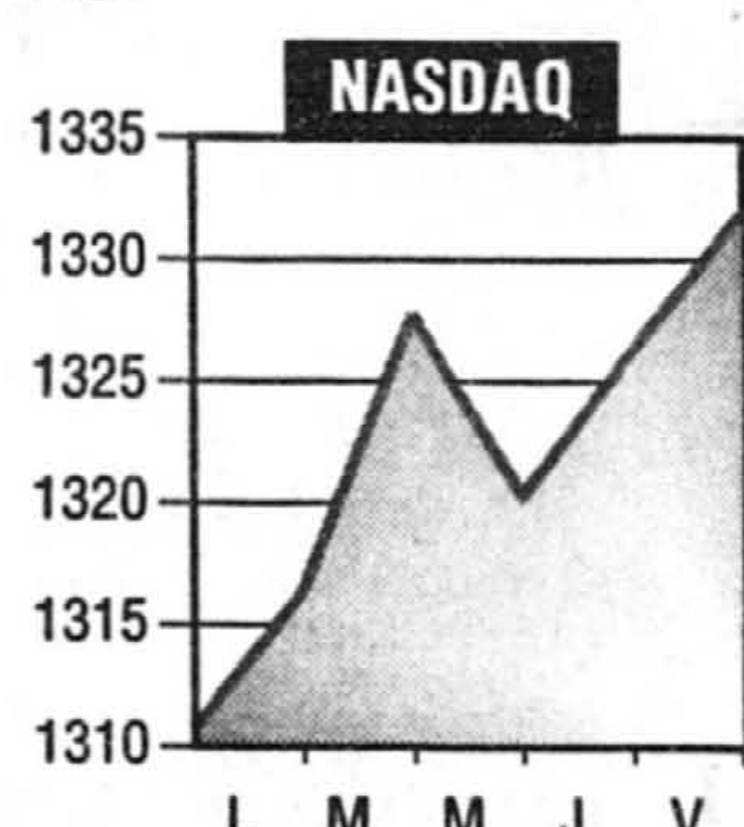
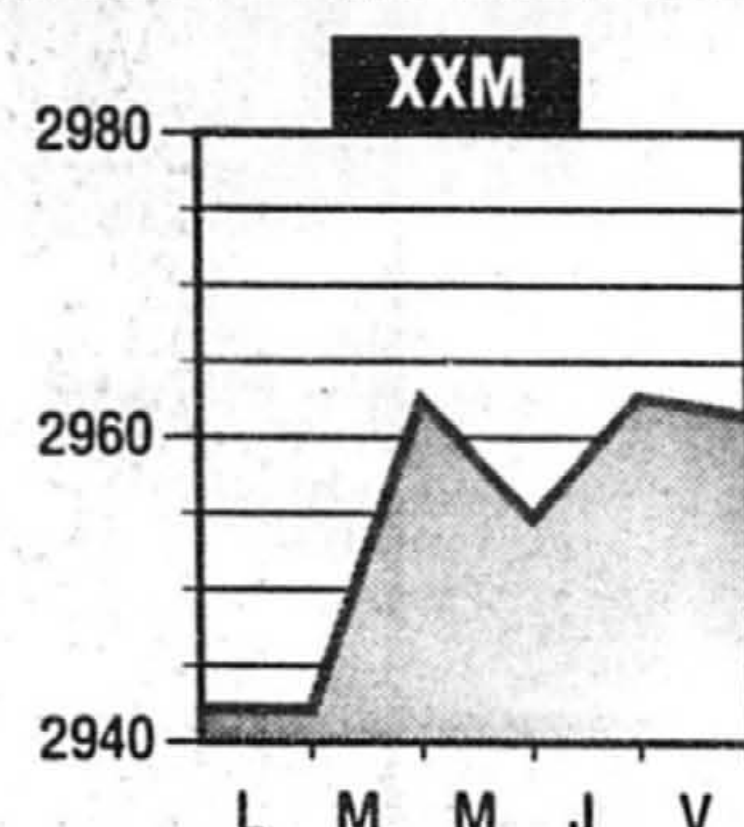
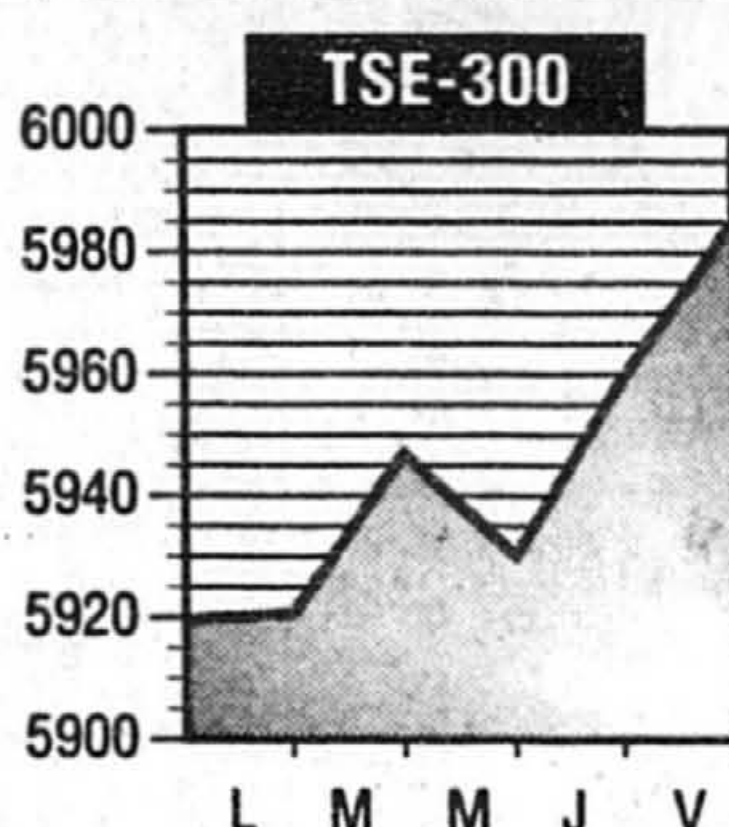
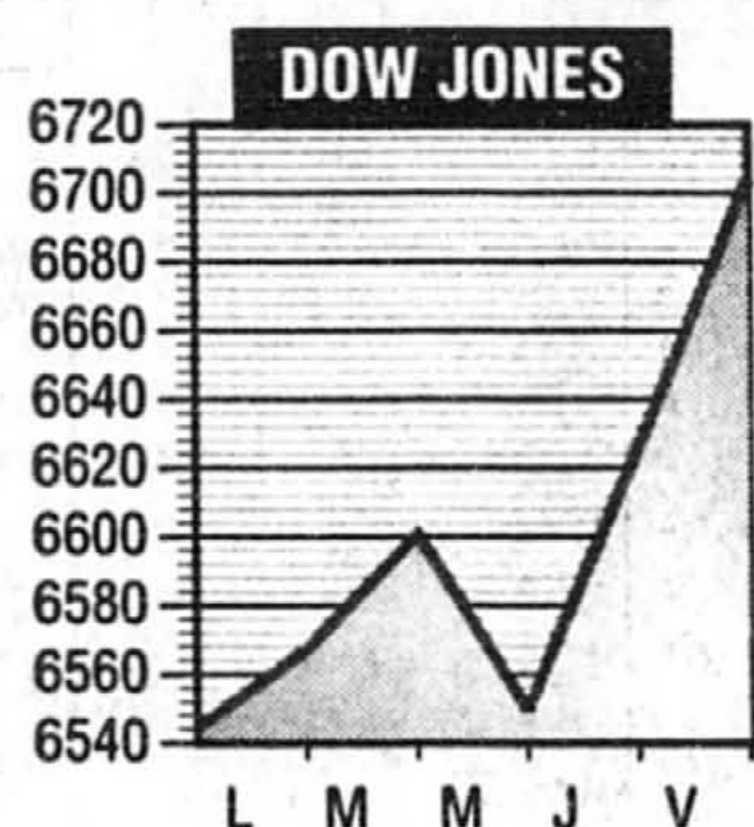
PanCanadian Petroleum: M. David Tuer, un membre de la direction, a acquis le 9 décembre 5000 actions ordinaires au prix unitaire de 28 \$ grâce à une levée d'option. Il a liquidé ces titres le même jour à un prix de 52,55 \$. Gain réalisé: 122 750 \$.

Québec Téléphone: le président de la société, M. Gilles Laroche, a acquis le 1er novembre 1250 actions ordinaires à un prix 18,80 \$ chacune dans le cadre d'un plan d'achat d'actions. Quelque temps plus tard, soit le 29 novembre et le 2 décembre, il aliénait un total de 800 de ces actions à un prix de 25 \$ la pièce, réalisant un profit de 4960 \$.

Sico: M. Roger Samson, un membre de la direction, a acheté sur le marché boursier 11 700 actions ordinaires à un prix de 9 \$, le sommet du titre au cours des 52 dernières semaines. L'action de Sico s'établissait aux alentours de 8,25 \$ cette semaine.

Cette chronique hebdomadaire rapporte les transactions, de vente ou d'achat, que des actionnaires privilégiés ont effectuées. Les informations proviennent de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Font partie des initiés les individus qui occupent une position privilégiée dans les entreprises en bourse, soit les dirigeants, les administrateurs, les principaux actionnaires (compagnies exclues), etc.

REVUE HEBDOMADAIRE DES MARCHÉS



Infographie La Presse

Les marchés boursiers ont continué cette semaine à se balader dans les montagnes russes. Les cours ont en effet subi de fortes fluctuations, même si la moyenne des valeurs industrielles Dow Jones a inscrit deux records successifs jeudi et vendredi. Les investisseurs demeurent nerveux au moment où on s'interroge sur la tendance des taux d'intérêt et sur la possibilité d'une forte correction des cours. La prudence est de mise.

Émotions fortes sur les marchés

La CIBC augmente ses taux hypothécaires

RICHARD DUPAUL

Prouvant à nouveau que le monde de l'investissement est parfois dur pour les coeurs fragiles, les marchés financiers ont connu de violents sursauts hier. La journée s'est terminée par une hausse surprise d'un quart de point de pourcentage des taux hypothécaires.

La banque CIBC a augmenté ses taux hypothécaires pour les échéances d'un à sept ans. Les nouveaux taux prescrits par cette banque vont ainsi de 5,2 % pour un terme d'un an à 7,75 % pour une hypothèque de sept ans. Un contrat sur trois ans coûte 6,5 % d'intérêt et celui de cinq ans, 6,95 %. L'initiative pourrait faire bouler de neige dans les autres institutions financières la semaine prochaine.

Les craintes d'un resserrement du crédit des banques centrales canadiennes et américaines ont aussi provoqué un repli des cours sur le marché obligataire. Les obligations du Canada de 10 ans perdaient 55

cents par tranche de 100 \$, tandis que les 30 ans reculaient de 1,24 \$.

Après avoir débuté en forte baisse, Wall Street est reparti dans l'autre direction en après-midi pour établir un nouveau record. La moyenne des valeurs industrielles Dow Jones de la Bourse de New York, qui perdait plus de 50 points cinq minutes après l'ouverture, a finalement terminé en hausse de 78,11 points, ou de 1,18 % p. cent, à 6703,78 — un nouveau sommet.

À Toronto, l'indice TSE 300 a grimpé de 25,88 points, ou 0,43 %, à 5984,93.

Selon les experts, le repli initial des cours est attribuable à la forte

chute de la bourse nipponne, qui a perdu 4,3 % jeudi et près de 10 % depuis une semaine. « Le sentiment négatif à Tokyo s'est propagé ici en matinée », explique M. Richard Beaulieu, économiste en chef à la Banque Laurentienne.

Forte création d'emplois

Les investisseurs ont également été ébranlés par la forte création d'emplois aux États-Unis en décembre, ce qui laisse croire que l'économie américaine tourne à un rythme plus vite que prévu.

À Toronto, le sous-indice du secteur minier a grimpé de 1,97 % dans l'expectative que les prix des métaux de base repartent à la hausse. L'action d'Inco a monté de 1,50 à 45,50 \$. Les actions aurifères ont également connu une bonne séance, avec un gain global de 1,40 %. Le titre de Placer Dome a terminé à 29,40, en hausse de 1,20 \$.

Pour sa part, le dollar canadien a connu une très bonne journée en raison des données favorables sur

le chômage, qui démontrent que l'économie canadienne prend du mieux. Le huard a clôturé à 74,15 cents US, en hausse de 16 centimes, son plus haut niveau depuis plusieurs semaines.

Selon M. Steve Demers, stratège à la Banque Nationale, la poussée de la devise canadienne reflète un sentiment de confiance des investisseurs à l'endroit de l'économie canadienne.

« On est rassuré par le fait que la Banque du Canada ne montre pas de signe de vouloir baisser les taux d'intérêt (à court terme), ce qui est bon pour la devise. De plus, les chiffres sur l'emploi démontrent que l'économie devrait connaître une bonne croissance en 1997 » affirme le responsable.

Rappelons que le taux de chômage s'établissait à 9,7 % en décembre au Canada, une baisse de trois dixièmes par rapport au mois précédent.

Pourquoi avoir recréé notre MBA pour gens d'affaires? Pour répondre à vos besoins!

Le EMBA revu et amélioré

La formule du MBA de Concordia a fait ses preuves. Elle marche. Et pourtant, nous l'avons améliorée. Elle offre maintenant une plus grande intégration des matières enseignées. Alliant tradition et innovation, professeurs de carrière et gens d'affaires conjuguent leurs efforts pour élaborer des méthodes d'enseignement novatrices qui simulent avec plus d'exactitude les situations de travail réelles. Nous continuons d'offrir:

- Un horaire qui vous permet de travailler à temps plein tout en étudiant: vous obtiendrez votre MBA en moins de deux ans.
- Des installations ultramodernes
- Un accès facile: juste au-dessus du métro Guy-Concordia

La mondialisation: plus qu'une option, un must!

Le voyage international fait désormais partie intégrante du programme. Les étudiants sortent des classes pour constater sur place les effets de la mondialisation.

Portes ouvertes

Venez voir comment nous avons adapté notre nouveau programme à vos besoins particuliers. Pour renseignements, téléphonez-nous au (514) 848-EMBA (3622) ou envoyez-nous votre carte de visite par télécopieur au (514) 848-3696. Encore mieux, réservez votre place par téléphone pour l'une de nos réunions d'information, qui auront lieu aux dates et aux heures indiquées ci-joint.

UNIVERSITÉ
Concordia

**The Concordia
Executive MBA**
L'excellence en gestion des affaires

Soirées • Montréal

EMBA
1550, Ouest boul. de Maisonneuve
Suite 407 • 17 h 30
mardi 21 janvier
mardi 11 février
mardi 11 mars
mardi 15 avril
mardi 13 mai
mardi 10 juin

Hors de Montréal

17 h 30
Trois Rivières • Hôtel Delta
mardi 14 janvier
Corwall • Parkway Inn
mardi 28 janvier
Sherbrooke • Hôtel Delta
mardi 4 février
Drummondville • Hôtel Le Dauphin
mardi 4 mars

Matinées • Montréal

EMBA
1550, Ouest boul. de Maisonneuve
Suite 407 • 7 h 30
jeudi 6 mars
jeudi 27 mars
jeudi 10 avril

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS



Jean Fortin & Associés Inc.
Syndic de faillite - Agent gestionnaire

AVIS DE VENTE PAR SOUMISSIONS

Des soumissions sont demandées pour la vente des droits, titres et intérêts du syndic dans les biens suivants :

Dans l'affaire de la faillite de : **ENVIRO-BOIS LTÉE**
9200, boul. Industriel
Parc Industriel No 2
Trois-Rivières (Qc) G9A 5E1

EN LOTS SÉPARÉS SEULEMENT
TOUS LES LOTS SONT GREVÉS

- Lot # 1 Mobilier, outillage et équipement identifiés M-001 à M-015, O-001 à O-012, E-009 à E-014 inclusivement
- Lot # 2 Aiguiseur à lame avec convoyeur pneumatique, E-001
- Lot # 3 Scie à métal "Unicut" (10HP), E-002
- Lot # 4 Scie radiale Omega (7HP) avec convoyeur et système pneumatique, E-003
- Lot # 5 Soudeuse électrique "Idalarc 250" avec chariot, E-004
- Lot # 6 Générateur diesel 600V incluant système électrique sur remorque, E-005
- Lot # 7 Convoyeur "Robivec" (3HP), E-006
- Lot # 8 Convoyeur électrique avec couvercle "Benziers", E-007
- Lot # 9 Remorque incluant convoyeur vibrant "Cardinal" (8HP) déchiqueteur "Morback" électrique de (125HP), E-008
- Lot # 10 Automobile "Renault" 1984
- Lot # 11 Remorque en aluminium "Fabrex" 50 pieds
- Lot # 12 Camion "Ford" 1974 avec bras télescopique Prentice
- Lot # 13 Remorque à copeaux "Valpar" 1979
- Lot # 14 Camion "Kenworth" 1980
- Lot # 15 Remorque "Fruehauf" 1974
- Lot # 16 Remorque "Fruehauf" 1980
- Lot # 17 Camion "Chevrolet" C20, 1986
- Lot # 18 Marchandises identifiées MP-01 à MP-08 inclusivement

INSPECTION

L'inspection des actifs aura lieu le 15 janvier 1997 à la place d'affaires de 10 h 00 à 16 h 00.

AVIS

Les soumissions seront reçues au bureau du syndic situé au 7744, rue Sherbrooke Est, bureau 101 à Montréal, le 22 janvier 1997 à 11 h 00. Les soumissions seront ouvertes en présence des soumissionnaires. Pour renseignements, communiquer avec Claude Thibault (514) 356-3260.

Les soumissions ne seront pas acceptées à moins d'être scellées et porter au recto de l'enveloppe et lisiblement inscrit : **SOUMISSION ENVIRO-BOIS LTÉE**.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque visé fait à l'ordre du syndic et dont le montant représente 15 % du montant de la soumission.

TOUTE INDICATION FOURNIE PAR LE SYNDIC N'ENGAGE AUCUNEMENT SA RESPONSABILITÉ.

CONDITIONS ET RÉSERVES

Avis est donné que les conditions énoncées au paragraphe (8) de l'article 114 des Règles régissant la faillite s'appliquent à la présente vente.

Ces conditions et celles rendues disponibles par le syndic lors de l'inspection, font partie intégrante de la demande de soumissions. On doit en obtenir copie au bureau du soumissionnaire ou au moment de l'inspection.

Jean Fortin & Associés Inc.

7744, rue Sherbrooke Est, bureau 101
Montréal (Québec) H1L 1A1 - Tél. : (514) 356-3260

Montréal • Drummondville • Longueuil
Laval • Saint-Hyacinthe • Saint-Jean • Sorel

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire des faillites de :

GROUPE DAMACO TRANSPORT
LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires au 255, rue Principale, St-Damase (Québec) J0H 1J0.

FAILLITE

AVIS est par les présentes donné que le GROUPE DAMACO TRANSPORT LTÉE a fait cession le 30^e jour de décembre 1996 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 23^e jour de janvier 1997, à 10 h 30, au bureau du Séquestre officiel, 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec).

AVIS est par les présentes donné que le TRANSPORT DAMACO INTL LTÉE a fait cession le 30^e jour de décembre 1996 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 23^e jour de janvier 1997, à 11 h 00, au bureau du Séquestre officiel, 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal (Québec).

Ce 7^e jour de janvier 1997.

RICHARD PRIMEAU, CA
Syndic Administrateur



LE GROUPE MMG

MOQUIN, MÉNARD, GIROUX,
DU TEMPLE INC.

Syndic de faillite

PLACE MONTRÉGIE, 101, BOUL. ROLLAND-THERRIEN, BUREAU 500

LONGUEUIL (QUÉBEC) J4H 4B9

(514) 679-7020 • (514) 875-6215

C'EST QUAND?

24 heures sur 24

pour la vie.

Le service

d'information

médicale

de MedAlert

protège

les membres

en tout temps et

en tout lieu.

MedicAlert



1-800-668-6381



Posologie de
l'activité physique :

Prendre trois fois
par semaine :
soigne courbatures,
douleurs, maladies
cardiaques et
obésité.

Défi santé :
notre
responsabilité
à tous

Participation

La Bourse de Tokyo chute

Cette dégringolade donne des frissons
aux autres places asiatiques

Agence France-Presse
TOKYO

La Bourse de Tokyo a reculé hier de 4,3 %, sa plus forte chute en une seule séance depuis deux ans, entraînant les autres places asiatiques vers le bas, à l'exception de Séoul et de Taipei.

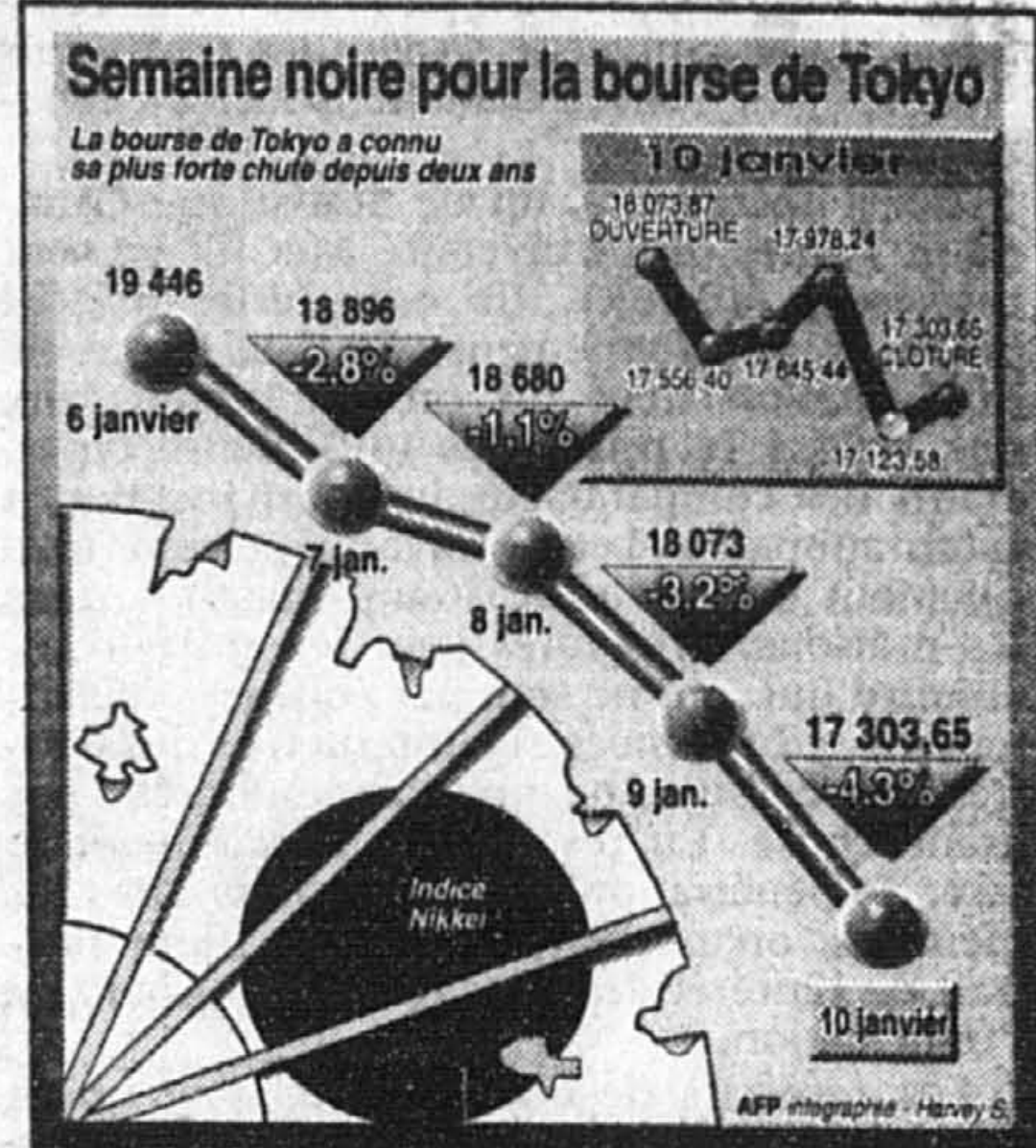
Le Nikkei a perdu jusqu'à 900 points en une heure en raison de forts mouvements de ventes frappant notamment les bancaires, ont indiqué les opérateurs. Il a finalement terminé en baisse de 770,22 points à 17.303,65 (-4,3 %), ce qui porte à 10,2 % le recul de cet indice depuis le début de la semaine.

Le ministre japonais des Finances, Hiroshi Mitsuzuka, a lancé un appel au calme. Il a déclaré hier matin aux journalistes qu'il était « important d'avoir confiance dans l'avenir ». « L'économie reste sur une tendance de reprise modérée ».

La plupart des autres places asiatiques ont également terminé la semaine en baisse — bien plus modeste toutefois —, le recul de Tokyo modérant les effets de la hausse de Wall Street (+1,16 % jeudi soir).

Seuls Séoul et Taipei ont échappé à la mélancolie générale : SÉOUL a gagné 1,4 % vendredi sur des achats d'investisseurs espérant des mesures gouvernementales pour soutenir le marché, selon les opérateurs.

TAIPEI a terminé en hausse de 1,2 %, son plus haut depuis deux ans l'ensemble des investisseurs se précipitant pour acheter les grosses valeurs de la cote.



HONG KONG en revanche a reculé de 0,1 % en raison de nombreuses ventes en fin de séance, influencées par la faiblesse de Tokyo, et aussi parce que les opérateurs ont souvent choisi de prendre leurs bénéfices après les hausses récentes de plusieurs grosses valeurs de la cote.

SYDNEY a reculé de 0,2 % après avoir frôlé des records de hausse au cours de la séance du matin, en raison également de prises de bénéfices et de la contagion de Tokyo.

Les devises

(PC) — Voici les taux de devises étrangers, tels que fournis par la Banque de Montréal, vendredi. Les cotes sont en devise canadienne. Les taux sont qualifiés de nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Devise	Taux
Afrique du Sud rand	\$ 0,3038
Allemagne mark	\$ 0,8501
Arabie saoudite riyal	\$ 0,3750
Australie dollar	\$ 0,7104
Autriche schilling	\$ 0,1254
Bahrein dinar	\$ 0,3647
Barbade dollar	\$ 0,6924
Belgique franc	\$ 0,04282
Bermudes dollar	\$ 1,3707
Bresil real	\$ 1,3378
Bulgarie lev	\$ 0,00211
Caribes dollar	\$ 0,5158
Chili peso	\$ 0,00328
Chine renminbi	\$ 0,1688
Chypre livre	\$ 2,5336
Colombie peso	\$ 0,001380
Corée won	\$ 0,001647
Danemark couronne	\$ 0,2327
E.A.U. dirham	\$ 0,3793
Espagne peseta	\$ 0,01064
Etats-Unis dollar	\$ 1,3487
Monnaie Europ. euro	\$ 1,7151
Fidji dollar	\$ 0,1074
Finlande mark	\$ 0,2972
France franc	\$ 0,2519
Grèce drachme	\$ 0,005802
Guyane dollar	\$ 0,009926

Devise	Taux
Hong Kong dollar	\$ 0,1803
Hongrie forint	\$ 0,00851
Inde roupie	\$ 0,0398
Indonésie rupiah	\$ 0,000598
Irlande livre	\$ 2,3054
Israël shekel	\$ 0,4283
Italie lire	\$ 0,000910
Jamaïque dollar	\$ 0,0431
Japon yen	\$ 0,01162
Kenya shilling	\$ 0,0255
Koweït dinar	\$ 4,7135
Liban livre	\$ 0,000900
Malaisie ringgit	\$ 0,5636
Mexique peso	\$ 0,1860
Norvège couronne	\$ 0,2183
N.-Zélande dollar	\$ 0,9893
Pakistan roupie	\$ 0,0360
Pays-Bas florin	\$ 0,7878
Philippines peso	\$ 0,0529
Pologne zloty	\$ 0,4809
Portugal escudo	\$ 0,008959
Rép. dominicaine peso	\$ 0,0989
Roumanie leu	\$ 0,00509
Roumanie leu	\$ 0,000320
Royaume-Uni livre	\$ 2,2678
Russie rouble	\$ 0,000249
Singapour dollar	\$ 0,9870
Slovaquie couronne	\$ 0,0433
Suède couronne	\$ 0,2032
Suisse franc	\$ 1,0148
Taiwan dollar	\$ 0,0507
Tanzanie shilling	\$ 0,00242
Thaïlande baht	\$ 0,0544
Trinité-Tobago dollar	\$ 0,2280
Turquie livre	\$ 0,0001259
Venezuela bolivar	\$ 0,00292

Les cotes sont en devises canadiennes.

Les dividendes

Titre	Taux	Paiement	Enreg.
Health & Retirement	0,36 trim.	20-02-97	24-01-97
Hubco	0,19 trim.	01-03-97	14-02-97
Idaho Power	0,465 trim.	20-02-97	24-01-97
Liberty Bancorp	0,15 trim.	24-01-97	20-01-97
Morrison Health	0,205 trim.	31-01-97	17-01-97
Orange & Rockland	0,645 trim.	01-02-97	20-01-97
Readers Digest	0,45 trim.	04-02-97	23-01-97
A. Schulman	0,105 trim.	05-02-97	27-01-97
Seaway Food Town	0,11 trim.	31-01-97	21-01-97
Tanger Factory Outlet	0,52 trim.	14-02-97	24-01-97
Tyson Foods Inc.	3 pour 2 l'act.	15-02-97	01-02-97
Washington Post	1,20 trim.	07-02-97	24-01-97
Weyerhaeuser	0,40 trim.	03-03-97	31-01-97

Le baromètre

Statistiques économiques

Données	Période de référence	Données pour la période de référence	Var. en % depuis la période précédente	Var. en % depuis la même période l'an passé
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (\$millions 1986)	Oct.	555 395,7	0,3	2,4
Produit industrielle (\$millions 1986)	Oct.	147 399,0	0,1	2,8
Exportations (\$millions)	Oct.	21 124,4	-10,4	9-1,2
Importations (\$millions)	Oct.	19 636,2	-3,3	6,1
Commandes des fabricants (\$millions)	Oct.	33 289,0	-1,1	4,0
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	Mai	147,6	-13,8	-8,9
Permis de const. (\$millions -Québec-)	Oct.	494,3	14,4	1,2
Ventes au détail (\$millions -Québec-)	Oct.	4 555,2	8,4	11,5
Ventes d'automobiles (unités -Québec-)	Oct.	14 655	5,9	32,4
REVENUS ET SALAIRES				
Gains hebd. moyens (\$) (Canada)	Oct.	593,77	0,66	3,16
Gains hebd. moyens (\$) (Québec)	Oct.	564,50	1,19	2,28
EMPLOI				
Emplois (milliers) -Québec-	Nov.	3 207	-0,4	-0,6
Chômeurs (milliers) -Québec-	Nov.	440	-4,6	7,8
IPC* (1986 = 100)	Déc.	131,6	0,2	0,2
Produits industriels* (1986 = 100)	Nov.	129,0	-0,2	-0,5
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	Nov.	69 641	3,3	17,4
Prêts généraux (\$millions)	Nov.	241 717	0,8	14,0

Données trimestrielles

Données	Période de référence	Données pour la période de référence	Var. en % depuis la période précédente	Var. en % depuis la même période l'an passé
COMPTES NATIONAUX (en milliards de dollars)				
Consommation (\$milliards 1986)	3	89,9	-1,8	1,5
Immobilisations résidentielles	3	35,9	6,4	8,5
non-résidentielles	3	9,25	11,28	14,46
Gouvernement	3	6,83	11,96	-0,48
Exportations	3	28,2	5,5	-1,8
Importations	3	66,3	-3,2	6,2
PIB	3	64,6	-2,0	6,6
Revenus personnels (\$ nominaux)	3	161,5	7,0	1,8
Bénéfices avant impôts (\$ nominaux)	3	178,6	7,2	3,0
BALANCE DES PAIEMENTS (en millions de dollars)				
Balance commerciale	2	10,898	-1,7	34,0
Taux de chômage au Canada (%)	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Taux de chômage au Québec (%)	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
Taux d'escompte* (hebdomadaire)	96 18 déc.	3,25	3,25	6,06
Balance des invisibles (\$millions)	3	-7 104	-9 198	-7 334
Balance courante (\$millions)	3	1,902	1 026	-5 17
Créances canadiennes, flux net (\$nominaux)	3	-9 420	-10 955	-3188
Compte de capital, flux net (\$nominaux)	3	-7 596	-8 089	-2 440

Source: Statistique Canada CANSIM

*Données non désaisonnalisées

(Information: 514-283-5725)

Les métaux

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE
CUIVRE (catégorie A-)

comptant	2408-2410
3 mois	2259-2280
15 mois	2000-2010
ventes	59,316

ÉTAIN

comptant	5795-5800
3 mois	5845-5850
15 mois	6035-6045
ventes	2,615

PLOMB

comptant	685-685,5
3 mois	693-694
15 mois	668-673
ventes	10,621

ZINC (qualité supérieure)

comptant	1044-1045
3 mois	1064-1065
15 mois	1112-1117
ventes	22,941

ALUMINIUM

comptant	1562-1563
3 mois	1595-1595,5
15 mois	1628-1633
ventes	90,397

NICKEL (dollars)

comptant	7140-7141
3 mois	7235-7240
15 mois	7530-7550
ventes	11,052

(AP) — Cours de l'or vendredi en dollars US, par once et sur les principales places financières:

Londres:	358,95
Paris:	356,39
Francfort:	358,35
Zurich:	358,30
Hong Kong:	358,95

(PC) — L'or cotait à 484 \$ CAN à l'offre (358 \$ US) et 485 \$ CAN à la demande (359 \$ US), vendredi à la clôture chez Thomas Cook, courtier en métaux précieux et devises étrangères.

Le pétrole

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US

	Vendredi	Jeudi
Saudi Arabian light	22,58	23,00
North Sea Brent	24,43	24,85
West Texas Intermediate	26,08	26,38

Options
sur l'indice
S & P 100
à Chicago

Prix de levée	Jan.	Fév.	Mars
ACHATS			
630	112,750	n/d	n/d
660	79,825	—	—
690	64,500	63,250	—
720	50,250	63,500	n/d
750	45,500	50,750	—
780	39	47	—
810	28,375	42,500	47
840	33,250	36,500	n/d
870	24,250	36	43
900	28,750	31	36
930	18,250	26,125	—
960	12,500	23,500	27

Nouveau délai dans la télé par satellite

MAURICE JANNARD

Ceux qui espéraient recevoir des émissions de télévision par satellite grâce aux petites soucoupes paraboliques devront prendre leur mal en patience une autre fois.

Le gouvernement fédéral a décidé de ne pas accepter les propositions de lancement rapide de satellite que lui avaient soumises Télésat Canada d'une part et le groupe Borealis (Spar Aerospace) d'autre part.

Les deux entreprises ont toutefois jusqu'au 28 février prochain pour présenter des projets plus complets et portant sur une installation à long terme, ce qu'elles feront.

Industrie Canada avait suggéré une procédure d'examen rapide pour évaluer des propositions intérimaires le mois dernier, ce qui aurait permis de présenter aux Canadiens un service de télévision par satellite (SRD) dans les premiers mois de l'année grâce à des installations provisoires.

« Les représentants du ministère ont évalué ces propositions et conclu qu'elles ne répondaient pas aux exigences », a affirmé Industrie Canada.

Le nombre de canaux offerts a été jugé trop peu élevé et la capacité sur les transpondeurs jugée insuffisante, a-t-on précisé.

Télésat et Spar Aerospace auront désormais plus de temps pour présenter des propositions plus étoffées.

« Bien que nous soyons déçus de n'avoir pu rencontrer toutes les exigences des responsables, nous espérons qu'ils accepteront bientôt une solution à long terme pour offrir le SRD aux Canadiens », a fait savoir la direction de Télésat.

Le délai permettra à l'entreprise d'Ottawa de conclure des contrats avec d'autres fournisseurs de SRD.

En revanche, la société Express-Vu ne pourra entrer en ondes aussi rapidement que prévu et elle devra attendre que Télésat ait obtenu l'autorisation de lancer un satellite de façon définitive.

De même, les consommateurs francophones qui espéraient capter bientôt des émissions de télévision par satellite grâce à la petite soucoupe de 45 centimètres devront patienter quelques mois encore.

De son côté, PowerDirectV a renouvelé pour une autre année le permis obtenu en 1995 du CRTC mais n'a pas toujours de plan précis de diffusion.

La première firme qui pourra offrir prochainement la télévision directe par satellite est Star Choice qui a obtenu son permis du CRTC l'été dernier.

Toutefois, on connaît mal les canaux de télévision en langue française qui seront présentés par cette entreprise qui a vu le jour dans les Maritimes.

Star Choice a conclu une entente avec Télésat et pourra diffuser en se servant des satellites Anik E. Un autre groupe, AlphaStar, dirigé par le manufacturier Tee-Comm Electronics, a soumis une demande pour offrir le SRD en utilisant au départ un satellite américain. L'organisme fédéral doit aussi donner une réponse sur le projet Homestar, entreprise lancée par Shaw Communications.

Ottawa a offert d'octroyer un permis de satellite sur la position orbitale 91 degrés et d'installer un SRD de nature entièrement canadienne quand la Federal Communications Commission (FCC) des États-Unis a bloqué une entente commerciale entre Télésat Canada et deux partenaires américains (TCI et Telquest) pour créer un service de radiodiffusion directe.

Entente entre Netscape et SIT, une entreprise de Sainte-Foy

LISA BINSSE

Une entreprise de Sainte-Foy, SIT Solutions Internet Technilogic, vient de conclure avec Netscape Europe une nouvelle entente qui vise à développer, intégrer et adapter des produits grand public de Netscape pour le marché européen.

M. Chris Arseneault, président de SIT, était de passage aux bureaux de La Presse hier avec le directeur général de SIT France, M. Jean-Pierre Lecou, et des représentants de Netscape Europe, dont M. Jean-François Guyomar, directeur des ventes indirectes.

SIT se spécialise dans le développement d'outils d'utilisation et d'optimisation des ressources intranet et internet, ainsi que dans le secteur des technologies de gestion de documents et de recherche interactive. Elle a des filiales en Europe et en Afrique. Son chiffre d'affaires était de 5 millions de dollars en 1996. En 1997, selon son jeune président, l'entreprise verra ce chiffre d'affaires tripler.

M. Arseneault ne pouvait donner beaucoup de détails sur l'entente, pourtant signée, notamment sur quels produits de Netscape l'entreprise a travaillé et la valeur de l'entente. Le contenu sera dévoilé d'ici la fin de janvier. Il a indiqué que la commande avait occupé 20 des 110 employés de l'entreprise pendant trois mois.

Ce n'est pas la première entente que SIT signe avec la société qui fabrique le logiciel de navigation bien connu et dont le siège social est à Mountain View, en Californie. SIT et Netscape sont partenaires depuis 1994, année où l'entreprise américaine a vu le jour. C'est l'entreprise québécoise qui a traduit le navigateur Netscape 2.0 en français. Le produit de SIT a depuis été traduit en trois langues (anglais, allemand et espagnol) et Netscape Europe va l'aider à s'implanter dans ces pays. Le bureau français de SIT compte 12 personnes.



C'est SIT qui a traduit le navigateur Netscape 2.0 en français.

nes. C'était la première fois que des représentants de Netscape Europe visitaient les locaux de l'entreprise au Québec.

M. Arseneault précise que SIT, qui a plus que doublé le nombre de ses employés cette année, n'est pas un distributeur de produits Netscape. Elle a conclu des partenariats avec plusieurs entreprises, dont Netscape. « C'est un gros avantage pour nous de dire que Netscape est notre partenaire. »

Netscape Europe veut que SIT devienne son bras droit en Europe pour les produits Netscape destinés au grand public. On prévoit y vendre quelque 200 000 copies du passeport de SIT en 1997, dont 60 000 en France.

SIT a tout récemment ouvert à

Québec le premier Centre de formation francophone de Netscape Communications Corporation au Canada. À l'automne, SIT a conclu une autre entente cette fois pour faire la traduction, la commercialisation et la distribution de trois produits Netscape, soit le passeport Internet Navigator, la passeport Internet Navigator Gold et le passeport Internet FastTrack. Tous trois seront distribués sur support cédérom.

Netscape, qui emploie 1800 personnes et a un chiffre d'affaires de plus de 80 millions de dollars US, est surtout connu pour son navigateur. M. Guyomar a expliqué que la stratégie de l'entreprise est en train de changer. Elle s'éloigne du navigateur et se déplace vers les

serveurs. Le potentiel mondial du marché de l'internet, l'intranet et l'extranet (qui s'apparente au commerce électronique) en 1999 sera d'environ 10 milliards de dollars US.

Le chiffre d'affaires de Netscape en 1997 « va nous positionner comme la cinquième compagnie de logiciel au monde », a déclaré M. Guyomar. Netscape Europe, créée il y a 19 mois, a 170 employés. Le siège social est à Paris mais elle a des bureaux partout en Europe, qui représente 18 % du chiffre d'affaires global. Elle cible l'Afrique et le Moyen-Orient. La France, qui compte moins d'internautes que le Québec, constitue avec l'Italie et l'Espagne des marchés en plein démarrage.

Le microcrédit : comment aider les plus pauvres d'entre les pauvres...

JACQUES BENOIT

Comment aider les plus pauvres d'entre les pauvres, qui, selon l'Organisation mondiale de la santé, comptaient en 1995 pour 20 % de la population mondiale ?

« Par le microcrédit », a déjà répondu à cela le fondateur de la Banque Grameen, du Bangladesh, Muhammad Yunus, qui compte, avec le vice-président de la Banque Mondiale Ismail Serageldin et l'ex-présidente de l'ACDI Margaret Catley-Carson, parmi les organisateurs du Sommet sur le microcrédit, qui se tiendra à Washington du 2 au 4 février.

Objectif de cette conférence insuite, et qui sera la première de cette envergure : trouver le moyen de créer les institutions voulues pour venir en aide, par le crédit, aux 100 millions de familles les plus pauvres de la planète.

Ceci, principalement par le truchement des femmes, « très habiles à épargner », note l'ébauche de déclaration de la conférence, afin qu'elles puissent créer leurs pro-

pres emplois.

Déjà, expliquait hier dans une interview à La Presse son porte-parole pour le Québec Pamela Walden Landry, il se fait du microcrédit dans une cinquantaine de pays, huit millions de personnes ayant jusqu'ici bénéficié de prêts faits en vertu de tels programmes.

Le Sommet, lui, veut porter ce nombre à 100 millions d'ici l'an 2005, avec comme visées 88 millions de prêts additionnels dans les pays en voie de développement, et 4 millions dans les pays industrialisés.

« Ce n'est pas de l'argent perdu : il est remboursé, et il peut être ensuite prêté à quelqu'un d'autre, dit Mme Landry. Le droit au crédit doit être considéré comme un droit fondamental, a déjà dit le fondateur de la Banque Grameen, parce

que c'est celui qui permet d'accéder à tous les autres. »

Véritable « banque des pauvres », selon l'expression de cette dernière, la Banque Grameen, fondée en 1983, démontre à son dire qu'on peut prêter aux pauvres sans les risques qu'on imagine.

Ayant bénéficié au début de subventions et de prêts à taux réduits, faits entre autres par l'ACDI, les Fondations Rockefeller et Ford, etc., l'institution est aujourd'hui rentable et emprunte sur les marchés mondiaux aux taux courants, tout en ayant accordé en 1995 des prêts totalisant 500 millions de dollars US aux plus démunis, signale-t-elle.

De ses 2,1 millions d'emprunteurs, plus de 90 % sont des femmes, auxquelles sont faits des prêts d'un montant moyen de 167 \$ US leur permettant de créer leur propre emploi. « Le taux de remboursement est de 98 %. Et pour être client, une femme doit rembourser une partie de la somme chaque semaine, faire un peu d'économie et prendre une assu-

rance. » Pourquoi les femmes ? Parce que, entre autres, leur situation est encore plus terrible que celle des hommes, comme le montre l'exemple de l'Afrique, où elles représentent 60 % de la main-d'œuvre du secteur alimentaire, produisent jusqu'à 80 % des vivres, tout en recevant moins de 10 % des prêts faits aux petits exploitants agricoles.

Les prêts de cette espèce faits au Canada, notamment par les 11 cercles d'emprunt du Québec relevant des Corporations de développement économique communautaire, jouent, eux, entre 500 et 2000 \$, mais cela suffit bien souvent pour leur permettre de créer leur emploi, dit Mme Landry. Selon le Sommet, les sommes nécessaires (pour les prêts et la formation) pour atteindre l'objectif atteindront 21,6 milliards US d'ici 2005. « Ce n'est pas énorme, puisque l'ACDI à elle seule, qui a un budget annuel de deux milliards, pourrait suffire si elle consacrait tous ses fonds. »

Service de formation sur mesure de l'UQAM

C'EST LE TEMPS DE S'INSCRIRE !

GESTION

Planification de la démarche qualité

Les 5 et 6 février 1997 de 9 h à 17 h

Vous voulez jouer un rôle de facilitateur-coordonnateur dans une démarche qualité et préparer un plan stratégique en tenant compte des éléments de la gestion du changement dans votre entreprise ?

Les dirigeants ou leurs représentants, désireux d'amorcer une démarche qualité avec les référentiels des normes ISO et le qualimètre, bénéficieront de la solide expertise d'Yves Lacroix dans le domaine.

TOP - Tous les Outils pour Performer

LA PLUPART DE NOS FORMATIONS PEUVENT ÊTRE OFFERTES AU SEIN MÊME DE VOTRE ORGANISATION SELON VOS BESOINS SPÉCIFIQUES

Yves Lacroix a été formé par le ministère de la Défense américaine en assurance de la qualité des produits informatiques et a travaillé dans l'industrie de l'aérospatial. Il siège au comité qualité-productivité de l'Association des manufacturiers canadiens. À titre de formateur, il intègre avec brio tous les aspects de la technique, du management et de la gestion - des ressources humaines qui sont sollicités par la mise en place d'un système qualité.

Université du Québec à Montréal

Telephone : (514) 987-4068

Courriel électronique : harnois.helene@uqam.ca

Internet : http://www.unites.uqam.ca/formation

700 Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRE sérieuse, domaine sans grand potentiel. Erka, soir 923-5406.

ARGENT perdu dans réseau paliers multiples, laissez votre # tel. au 741-0490.

ATTENTION 1000+ emplois à temps partiel disponibles. Distributeurs à pièces de 25. Produit #1 \$5. Profits #1 \$5. Coke, Pepsi, 7-Up, etc. Gagnez jusqu'à 1500 \$/sem. Investissement min. 10 950 \$. Pour brochure 24h: (514) 983-8161. Tél. avant ven. pour un cadeau spécial.

BAR licencié, besoin d'associé(e)s. 250 places. De Malsonneuve/Crescent. 696-3253.

BUANDERETTE, 24 900 \$. V. Biello, 363-2727. ReMax Immobilier Ctr.

CHEMISE investisseur pour projet culinaire fort rentable. 100 000\$ demandé. 931-4014.

COSTA RICA, terrain/maison à vendre. 382-4133.

COSTA RICA, vous désirez vivre au soleil, tout en étant actif, pour moins de 200 000 \$, propriété vue mer et montagnes, incl. 2 maisons et 1 commerce. Terrain 230 516 pi car. pouvant être subdivisé. 514-468-2567.

DISTRIBUTEURS casques chauffés, pièces, rentables. 367-1722.

ENTREPRISE affiliée à une corporation représentée dans plusieurs pays, recherche des candidats pour faire face à son expansion, début à temps partiel. 697-2511.

GAGNEZ 100 000 \$. 45 h, universitaires, rendez-vous confidentiel. R. Montpetit 363-2727 ReMax Ctr.

DISTRIBUTION produits exclusifs, clientèle fournie, inventaire équivalent à l'investissement, aucun frais fixe, sur l'investissement à 100%. Travaillez pour, rap. portez beaucoup d'investissements à partir de 12 050\$. 514-633-2208.

GITE DU PASSANT 5 ch. avec clientèle établie, au pied des Laurentides, région Mirabel. 258-3592.

GROUPE HONG KONG dispose 25 000 000\$, cherche gubaine en imm. C.P. 502. Succ. Youville, Mtl. 169-2911.

IMPRIMERIE située à Brossard cherche à s'adjoindre un département d'imagerie bien équipé. 444-8325.

JAMAÏQUE, projet marina-bar-hôtel. 514-631-8080.

REPRISE DE BANQUE! Ste-Adèle, bêtise comm. à solder à 1/2 prix. Site superbe C. Thérien, imm. Légar, crie. (514) 227-5811 - 990-0370.

REPUBLIQUE Dominicaine investisseur, petit hôtel à terminer. V. Biello 363-2727. ReMax crie imm.

RESIDENCE POUR personnes âgées. Fonds de comm. Bon rev. Prix vente rapide, subside: Réduit de 1/2. Cause retraite. Comptant requies: 25 000\$. Balance à nég. 657-6390.

RESTO-BAR, secteur Tremblant, près des plates, excellent potentiel. Contactez Sally, (514) 945-5611.

514-877-5508, 819-425-8235. La Capitale Ctr.

ROUTE de distributeurs. Info. 514-941-9594.

UNE IMPORTANTE compagnie d'alimentation établie depuis 10 ans et en expansion rapide, cherche à attribuer plusieurs territoires pour distribution à Montréal et régions.

EXIGENCES: Véhicule adéquat. Expérience dans la vente de produits alimentaires (2 ans min.). Sens de l'organisation, efficacité et dynamisme. Facilités dans la négociation.

Nous vous offrons la possibilité de créer votre propre entreprise ou de la développer, dans un marché dynamique.

Envoyer votre offre de services, c.v. et références à:

Les Aliments Jardi
4435, rue Cusme
Sherbrooke, Qc
J1L 1Y4
Fax: (819) 820-8954

30 ans exp. vente/Gestion consultant ou direction. Poss. participation financière. M.A. Sarrazin 332-4202.

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

ASSOCIÉ(E)-INVESTISSEUR pour administrer commerce à Repentigny, domaine de la télécommunication. Haut potentiel de rev. Contactez Sally, (514) 945-5611.

GESTIONNAIRE en détail recherche associé(e), honnête, avec capital, pour projet très payant. 355-9391.

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

ATTENTION INVESTISSEURS ASSOCIÉS, PRÊTEURS Opportunité unique hautement lucrative, restaurant "smart drink and smart food", club privé, bar, galerie d'art, cinéma, concept de type californien, dans un espace magique de 5000 pi car, sur le boulevard St-Laurent (Mtl). 282-6333.

714 FRANCHISES

CONCESSIONNAIRE d'auto Hyundai établi depuis plus de 12 ans au Sud-Ouest de Montréal, pour aussi peu que 198 000 \$, pièces et équipement incl. Pas d'intermédiaire. 990-4609. R 714

715 SERVICES FINANCIERS

AIDE financière: acquisition, projet, équipement, informatique, commerce de détail 591-9612.

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

MARAJO 9021-6086 Québec. Mission: services de conception mécanique et dessins industriels. Nous avons participé à plusieurs projets de différents secteurs industriels tel que fondrie, pâtes-papiers, transports, empaquetage et maintenance des matériaux. Exécuteurs travaux sur autocad vs 13, certaines de nos réalisations sont en 3d. S.v.p. contactez-nous: Marajo, 7, 2024me av. N.D. le Perros, (Qué.) J7V 8P4. 514-425-8373. Denis Lahele.

718 ARGENT À PRÊTER OU DEMANDÉ

A bon taux, prêts personnel, commercial ou hyp. 529-7275.

725 TENUE DE LIVRES, IMPÔT

C.A. tenue de livres, EF, T4, impôt. (514) 992-4054.

800 Avis

AVIS DIVERS

TIRAGE DE VISAS D'IMMIGRATION AUX É.-U. • VISAS DE TRAVAIL • VISAS D'AFFAIRES

Arie Mrejen, P.A. Avocat (Florida). Renseignements: Fax FLA (854) 771-3047. Fax MTL (514) 488-6900. WWW.MREJEN@MSN.COM

AMNISTIE INTERNATIONALE (514) 766-9766

714 FRANCHISES

Padgett cherche à s'adjoindre des professionnels pour l'établissement de nouveaux cabinets à travers la province de Québec.

30 ans d'expérience et 370 cabinets en Amérique du Nord (514) 733-5400 et 1-888-PADGETT

Presse Canadienne
OTTAWA

Ed Price, porte-parole d'Energie atomique du Canada, soutient que la corrosion peut probablement être ralentie en modifiant le liquide de refroidissement.

NEW YORK					NASDAQ				
Volume:					Volume:				
Vendredi					Vendredi				
Jeudi					Jeudi				
545,749,090					659,533,800				
554,116,390					621,954,300				
Indices Dow Jones:					Indices NASDAQ:				
	Haut	Bas	Clôt	Var.		Haut	Bas	Clôt	Var.
Industrielles	6725,35	6530,62	6703,79	+78,12	Composite	1332,02	1315,56	1332,02	+5,82
20 Transports	2275,09	2225,16	2263,68	-7,40	Industrielles	1141,81	1127,47	1141,81	+2,58
15 Serv. pub.	236,51	232,11	236,30	+0,62	Banques	1283,24	1279,29	1293,12	-0,002
66 Composés	2087,93	2033,89	2080,84	+13,90	Assurances	1441,31	1428,13	1441,31	-0,61
					Finances	1599,79	1591,66	1500,80	-0,61
					Transports	904,88	887,98	904,88	-7,24
					Telecom.	220,44	218,73	220,44	+0,05
Faits saillants:					Faits saillants:				
	Vendredi	Jeudi				Vendredi	Jeudi		
Actions trans.	3,332	3,338			Actions trans.	5,729	5,730		
Hauts	1,267	1,618			Gains	2,014	2,294		
Pertes	1,237	937			Pertes	2,065	1,785		
Inchangées	828	783			Inchangées	1,650	1,651		
Hauts 97	199	223			Hauts 97	192	226		
Bas 97	28	28			Bas 97	66	49		
Valeurs les plus actives:					Indices Standard & Poor's:				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.			Haut	Bas	Clôt	Var.
Motorola	11,819,300	66 1/4	+1 1/8		400 Industrielles	895,82	879,28	895,50	+7,48
Sports Auth	6,018,800	17 1/2	+4 1/4		20 Transports	545,50	537,58	545,46	-0,04
Compaq	5,896,500	79 1/4	+4		40 Serv. pub.	201,37	198,57	201,37	+0,29
Gen Motors	5,706,000	61 1/4	+17 1/8		40 Finances	82,73	81,29	82,38	-0,35
PepsiCo	5,606,200	29 1/4	-1/8		500 Composés	759,65	746,92	759,50	+4,65
America Online	5,313,800	39 1/4	+5 1/2		100 Composés	745,45	732,15	744,94	+5,52
K mart	5,144,700	11 1/4	+1/4						

CANADA	Année dernière	Semaine dernière	Cette semaine
Taux d'escompte	5,73	3,25	3,25
Taux préférentiel	7,50	4,75	4,75
Fonds à un jour	5,50	3,01	3,12
Bons du trésor (3 mois)	5,48	2,89	2,90
Bons du trésor (1 an)	5,69	3,82	3,81
Obligations (3 ans)	6,08	4,84	4,97
Obligations (5 ans)	6,51	5,68	5,78
Obligations (10 ans)	7,06	6,55	6,73
Obligations (30 ans)	7,56	7,19	7,35
QUÉBEC			
Bons du trésor (3 mois)	5,60	3,01	3,05
Obligations (5 ans)	6,97	5,90	6,20
Obligations (10 ans)	7,69	7,03	7,15
Obligations (30 ans)	8,31	7,76	7,85
ONTARIO			
Obligations (5 ans)	6,73	5,80	5,90
Obligations (10 ans)	7,34	6,82	6,95
Obligations (30 ans)	7,95	7,52	7,66
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	5,25	5,00	5,00
Taux préférentiel	8,50	8,25	8,25
Fed Funds	6,06	5,13	5,13
Bons du trésor (3 mois)	5,19	5,15	5,14
Bons du trésor (1 an)	5,15	5,59	5,62
Obligations (3 ans)	5,20	6,07	6,15
Obligations (5 ans)	5,36	6,27	6,37
Obligations (10 ans)	5,57	6,50	6,60
Obligations (30 ans)	5,96	6,74	6,84

	Taux	Paiement	Enreg.
Alcoa	0.225 trim.	25-02-97	07-02-97
American Homestar	5 pour 4 l'act.	07-02-97	24-01-97
Colgate Palmolive	0.47 trim.	17-02-97	27-01-97
Flowers Industries	0.155 trim.	07-02-97	24-01-97
Ford Motor	0.385 trim.	01-03-97	30-01-97
Giant Food	0.19 trim.	28-02-97	31-01-97
W.R Grace	0.125 trim.	11-03-97	28-01-97
Harbinger Corp.	3 pour 2 l'act.	31-01-97	17-01-97

	Auj.	Hier	Haut	Bas
Amsterdam (AEX)	646.69	650.08	652.84	495.24
Bruxelles (Bel-20)	1945.99	1929.62	1945.99	1575.94
Frankfort (dx)	2933.39	2692.63	2933.39	2284.86
Hong Kong	13191.50	13191.11	13530.95	10204.81
Londres (FT30)	2762.5	2794.4	2694.2	2668.6
Londres (FT100)	4056.6	4087.0	4118.5	3632.3
Mexico (ipc)	3596.09	3578.34	3596.09	2820.35
Milan (mi)	11418	11099	11418	9141
Paris (cc)	2327.50	2349.08	2349.11	1877.03
Sydney (o)	2418.6	2423.2	2424.6	2096.1
Tokyo (ndj)	17303.65	18073.87	22660.80	17303.65
Zurich (sm)	3947.4	3966.2	3966.2	3191.4

[illegible][illegible]

NASDAQ (revue hebdomadaire)

Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	ch	Net	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	ch	Net	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	ch	Net	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	ch	Net	Values	Div	Ventes	Haut	Bas	Farm.	ch	Net																		
A/B																																																									
ADCTel		3759	35.25	31.50	34.87	+2.50		BoatChk		58208	36.87	35.12	36.62			HiCmpC		17845	44.37	42.25	43.11			Meapsh		44884	11.87	10.60	11.26	10.50			Peoplet		23954	51	49.37	50.25	+1.25			SignaNI		25	13.328	31	29.25	29.50	-1.12		Thrgen		12007	27.25	25.35	25.37	+1.50
ABST		8842	2.25	4.82	4.93	+2.50		BrassieG		12644	46	37	43	-0.01		HertCp		80	16555	35.10	30.25	34.25	-3		Medarex		12051	8.75	6.87	8.33	-1.25			Perrigo		10518	9.37	9.12	9.25			SignaNI		26332	20.19	20.19	20.25			ThruTach		19151	1.25	69	1	-1.15	
Acclaim		16767	46.82	42.87	42.25	-3.7		BriteV		6717	18	14.75	16.35	-2.3		Danka		15296	9	8.83	8.84	+1.71			Mersal		14437	1.90	1.59	1.81	-0.06			PetCor		40078	24.50	26.02	25.50	-2.37		Silverado		10636	43	40	40	-0.03		3Com		21506	77.31	71.12	-32.62	-8.7	
Adaptas		56612	40.50	37.62	36.86	-6.62		Brokrt		23866	27.50	19.50	25.25	-2.2		DUSA		191853	40.37	38	38.87	-3.7			MicroAge		24272	23.15	19.75	22.25	-3.17			PhyCor		29913	30	27.50	29.27	-1.75		Sodak		8709	15.75	14.50	14.75	-2.25		Tnqrnt		7829	30.48	27.12	28.17	-1.12	
AdobeSv		20105620	41.18	38.25	-1.2			Buffett		28657	10.25	8	8	-1.57		DeliCpT		278837	60.12	54.50	60	+4.12			Microem		14392	13.12	11.50	12	-1.10			PiCtel		18279	26.87	23.87	24.12	-1.50		SolvEx		10769	15.75	13.25	14.02	-1.2		Tyson		12	13.390	33.91	38.17	-32.82	-8.7
Alkam		59650	28.37	22.50	16.27	+1.12		BuenaObt		14951	16.75	13.75	13.87	-1.12		DowKny		8356	5.25	4.82	5.06	-3.1			MicroEI		55345	24.12	19.75	24	+3.82			Plan-Hlyn		11133	22	19.25	18.25	-3.90		Somtx		8428	3.93	3.56	3.81	-1.2		US OtpCn		21599	35.43	32.50	33.00	-1.50	
AltanP		8395	15.50	13.75	13.81	-1.43		C-CUBE		38990	39.87	36.82	36.82	-1.12		DraSbP		16872	16.25	14.82	15.75	-4.75			MilltrH		52	105.65	52.25	54.75	-5.6			PiattSol		15731	12.25	13.12	13.25	-1.12		SounHrst		88	17320	36	34.62	35.12	-2.25		Ultatrem		9120	12	12.50	13	-1.1
AlteraP		107577	40.37	36.75	36.75	-2.5		CAWtro		25155	1.45	1.06	1.34	+0.03		Dynatach		12478	50.50	45	49.50	-1.75			MTelTr		18963	10.12	8.62	9	-1			Playera		14034	6.25	5.75	5.81	-1.2		SpechTr		17063	8.31	7.50	8.12	-1.2		Unigan		8725	21.50	19.00	21.5	-1.4	
Amari		11812	15.25	13.12	13.30	-1.60		CamelCo		7838	87	68	71	-0.03		ECI Tel		10	43620	23.12	21	22.37	-3.17			InoFauc		20004	26.82	22.55	27.50	-4.30			Primey		57701	38	30	30.50	-2.5		SpineTch		10146	24	23.25	25.12	-1.12		Unipase		34899	49.00	37.25	46.12	-3.37
AmecoEco		8712	7.37	6.87	7.21	+0.03		CamelCo		7838	87	68	71	-0.03		ECI Tel		10	43620	23.12	21	22.37	-3.17			InoFauc		20004	26.82	22.55	27.50	-4.30			Primey		57701	38	30	30.50	-2.5		SpineTch		10146	24	23.25	25.12	-1.12		Unipase		34899	49.00	37.25	46.12	-3.37
Amgen		168138	58.97	54.50	55.06	-2.06		Centocor		57570	37	34.12	35.62	-0.62		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Andrew S		14459	52.25	50	50.50	-0.2		Cephin		69402	25.75	20.25	20.52	+0.62		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
AppleC		424870	18.75	17.25	18.25	-3.50		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
AppleSou		871167	14.50	13.12	13.62	-3.37		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
AppleMed		178275	41.87	37.75	41.87	+4.37		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Arkos		57003	4.31	3.50	4.30	-0.3		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
ArkosRt		15303	30.25	26	30	-3		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Ascend		288320	67.50	56.75	57.75	+7.50		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
AuroraSv		33813	2.65	2.21	2.31	+0.03		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Autodesk		24583693	30.25	29.25	30.12	+0.62		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Avanti		13442	36.25	35.00	36.12	+3.62		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
AviTech		9400	12.37	10.81	10.86	-0.64		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
BabySet		20110	24.50	24.15	24.75	-2.87		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
BnkPlusN		10315	12.25	11.25	12.25	-1		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
BnkUnitN		18	67.19	25.50	24.25	48.77		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
BannySv		10454	5.75	4.82	4.75	-0.75		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Bed Bath n		14724	28.25	25.37	27.12	-8.7		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051	24.12	21.22	23.50	-2.12			Innov		32407	28	15	28	-15			Pronet		20563	22.25	20.25	22.88	-1.62		Starboks		35565	20.12	19.30	20.12	-1.2		US RoadD		186822	74.62	68.71	72.88	+6.50	
Bill Info n		6692	32	29	31.25	+1.75		ChmSntS		17700	5	4.37	4.46	-0.40		EgHrd		21051																																							

Bourse de Vancouver

Volume

Fermature

Variation

Volumes

Ventes

Bas

Farm.

ht.

nt.

APAC TeleCom

Annova Bus

Angus Mfg

Arcadia Int'l

Banque Gold

CBS Res Inc

CFI Intl Inc

Callopie Mtl

Can Silver

Can Valley

Condor Int

Della Gld

DiamondWorks

Donner Res

Glden Tiger

Gldn Bear

Global-Pac

Gothic Res

IGF Mts Inc

Inp Ginseng

Indomax Res

Insular Exp

Intl CanAlas

Lowe Star Ex

Lowell Petc

Mandarin

Mimco M&M

Mongolia Gld

Olympic Res

Pac Amber Rb

Pac Amber wt

Pac Fambur w

Pac Widcat

Palmer Res

Paramount A

Spen Ven

Sollar Mts

Tale Pac Int

Tracker Soft

Trans-Global

Ud China Inc

Ud FilmVid

Voisay Bay

W Dynamic TR

Wynlow Gold

Yukon Res

1490

65

543

84

186

188

363

823

159

127

20

52

3481

110

20

90

236

1136

45

5

230

108

108

110

85

636

6

92

1

702

366

918

450

540

223

224

210

310

1

918

358

636

702

522

10

104

90

28

045

070

185

210

510

274

056

105

310

135

080

127

218

112

080

107

136

174

085

820

061

041

110

087

076

027

044

230

1

210

500

135

055

223

224

210

143

1

210

085

055

076

022

022

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

040

Bourse d'Alberta

[illegible]

